



EMERGENCES DES POUVOIRS :

l'essor et la chute de la démocratie thaïe
à travers l'œuvre de

PRIDI BANOMYONG

Edition originale en langue siamoise par
Sulak Sivaraksa

Traduction concise en anglais par
S. Jayanama

Version française de l'édition anglaise par
Marie-France Champagne



ขอขอบคุณที่ให้จดบันทึกประวัติชีวิตวัยเยาว์
ครบรอบ ๕๐ ปี พร้อมกับ ๑๐๐๐ เฟรไรให้จดบันทึกชีวิตวัยเยาว์
ชีวิตวัยเยาว์ มีอายุยืนอีกหกหมื่นปี
ส่วนวัยเยาว์มีอายุยืนอีกหกหมื่นปี
จากแม่ผู้มีอายุยืนอีกหกหมื่นปี
มีอายุยืนอีกหกหมื่นปี
แม่ผู้มีอายุยืนอีกหกหมื่นปี
แม่ผู้มีอายุยืนอีกหกหมื่นปี

Emergences des pouvoirs :

l'essor et la chute de la démocratie thaïe
à travers l'œuvre de PRIDI BANOMYONG



Copyright © 2004

Tous droits réservés à Sulak Sivaraksa, S. Jayānāma et Marie-France
Champagne

Imprimé par Ruankaew Printing House à Bangkok, Thaïlande

Illustration de couverture par Depsiri Sukhsobha

Conception de la couverture par Thongthip Suthakorn

Sulak Sivaraksa.

Emergences des pouvoirs : l'essor et la chute de la démocratie thaïe
à travers l'œuvre de PRIDI BANOMYONG

ISBN 974-260-235-2

Première édition française en 2004, tirage : 2000 exemplaires

Editeur par Song Sayam Co., Ltd.

113-115 Fuangnakorn Rd.,

Bangkok 10200

Tel. 662-225-9533

Distribué par Suksit Siam

113-115 Fuangnakorn Rd.,

Bangkok 10200

Fax: 662-222-5188

email: spd@bkk.a-net.net.th

www.sulak-sivaraksa.org

Emergences des pouvoirs :
l'essor et la chute de la démocratie thaïe
à travers l'œuvre de PRIDI BANOMYONG

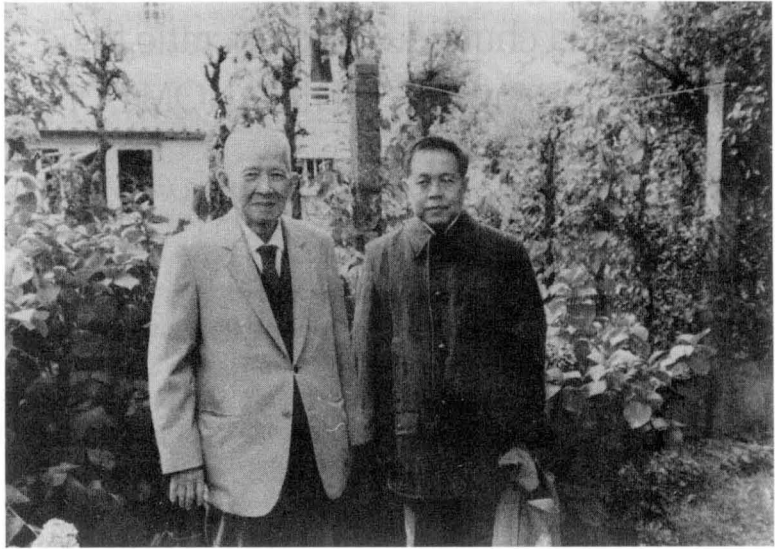
Edition originale en langue siamoise par
Sulak Sivaraksa

Traduction concise en anglais par
S. Jayanama

Version française de l'édition anglaise par
Marie-France Champagne



Sathirakoses Nagapradipa Foundation
Bangkok 2004



Pridi et Sulak à Paris

Table des matières

Remerciement	8
Préface	10
Préface à l'édition en thaï	13
Remarques liminaires	19
Le dernier mot	59
Annexe I Gouvernements siamois	67
Annexe II Comparaison des questions controversées dans les Constitutions thaïlandaises	69
Annexe III Types de Parlement et origines des ses membres	70
Annexe IV Première déclaration du Parti du Peuple	71
Annexe V Brève biographie de Pridi Banomyong	75



Madame (Thanpuying) Poonsuk Banomyong et Sulak à la clôture de la cérémonie pour commémorer l'anniversaire centenaire de Pridi Banomyong, à l'Université Thammasat, Bangkok, mai 2001.

Dédicace

Étant donné que l'essai original a été dédié à cet éminent Homme d'État siamois que fut Pridi Banomyong, j'aimerais dédier cette version française à son épouse Madame (Thanpuying) Poonsuk Banomyong, dont l'amour, le soin et la compréhension ont soutenu et encouragé son mari tout au long de sa vie. Elle incarne avec subtilité certaines des qualités des femmes siamoises, féminité, complicité et sagesse. Elle se soucie de liberté, de démocratie et du bien-être des personnes comme s'il s'agissait de son propre mari.

Remerciement

J'avais écrit : « M. Pridi Banomyong que je connaissais », aussitôt après avoir appris le décès de ce dernier. Ce livre fut publié pour la première fois en 1983 puis réédité plusieurs fois.

Il a été, dans son intégralité, traduit en chinois, et ceci grâce à la publication de l'Université Dhurakijpundit, Bangkok. Une version japonaise attend d'être publiée prochainement.

La version anglaise, traduite par S.J., récapitule des points importants. Il l'a ensuite réintitulée « Power That Be : Pridi Banomyong through The Rise and Fall of Thai Democracy » et publiée en 1999. A partir de cette version anglaise, le livre a été traduit en plusieurs langues : indonésien, singhala, hindi, tamoul, puis publiés dans les pays respectifs. Une version allemande est en préparation actuellement en République Fédérale d'Allemagne.

Madame Marie-France Champagne a la gentillesse de traduire le livre en français, préfacé par le Dr. Gothom Arya. Asian Institute of Technology participe aux frais de la publication en se proposant d'acheter un grand nombre d'exemplaires.

Avant la publication, l' Association des Etudiants Thaïlandais en France contribuent à la relecture pour qu'y apparaisse le moindre défaut.

Je tiens à remercier tout le monde, y compris le Dr. Jean Louis Armand, Président de l' Asian Institute of Technology, qui a été le premier à penser à traduire le livre en français et qui m'apporte un soutien constant.

J'espère que la publication de ce livre s'achèvera avant le 24 juin 2004 qui sera le jour du 72ème anniversaire de la révolution démocratique. D'après le calcul des années selon la méthode Thaï, ce sera le sixième cycle des années duodécimales. L'occasion présage ainsi un bon augure. J'ai l'espoir que le noyau dur de la démocratie Thaïlandaise revienne sur la terre de Siam conformément au souhait de M. Pridi, bien que l'actuel chef du gouvernement thaïlandais essaie d'orienter davantage le régime vers une « dictature capitaliste ».

Je suis convaincu que cette version française permettra aux francophones de mieux connaître le grand personnage du Siam du

siècle dernier. D'autant plus que celui-ci représente un fier « produit » du système d'études supérieures françaises.

S. Sivaraksa

le 24 juin 2004

Préface

Cet essai de Sulak est remarquable à plus d'un titre. Le lecteur y découvrira la naissance de la démocratie thaïe et les difficultés rencontrées dans cette entreprise par le Parti du Peuple. Il relate sans concession les rôles des principaux protagonistes. La division du Parti du Peuple en deux courants politiques, les conservateurs et les progressistes, a conduit à l'éviction de ces derniers dont le chef de file était Pridi Banomyong. Son exil fut le résultat de la collusion entre l'ensemble des conservateurs, ceux issus du Parti du Peuple et les autres appartenant à diverses tendances politiques. Cette duplicité fut une véritable trahison envers les camarades d'armes qui luttèrent pour l'idéal démocratique et risquèrent leur vie pour la révolution de 1932.

Au cours de la seconde guerre mondiale, l'ensemble des partis politiques du pays, malgré leurs oppositions évidentes, se rangea du côté des Alliés. Paradoxalement, après la guerre, certains groupes à l'intérieur de formations politiques opposées organisèrent la chute de Pridi. Cette coalition rassembla d'une part, les conservateurs extérieurs au Parti du Peuple au sein duquel se trouvaient des hommes politiques civils ou militaires et des royalistes (Parti Démocrate) et d'autre part, le mouvement Séri Thaï qui se comptait parmi leurs opposants.

L'essai de Sulak démontre que certains dirigeants du Parti Démocrate utilisèrent tous les moyens contre Pridi y compris ceux pouvant le conduire à la peine capitale. Ils engagèrent les hostilités contre lui en l'accusant d'être communiste et coupable de la mort du roi Rama VIII. Aujourd'hui encore, une partie de l'opinion publique thaïe croit en ces fausses accusations.

Le jeune Sulak faisait alors partie des royalistes qui croyaient fermement que Pridi faisait du tort à la monarchie. Sa révolution lui semblait prématurée étant donné que le roi Rama VII nourrissait l'idée d'une monarchie constitutionnelle et n'attendait qu'un moment propice pour initier une telle réforme. Par ailleurs, il croyait Pridi impliqué dans le régicide.

Cet essai décrit également les erreurs d'appréciation d'un jeune

royaliste victime de la propagande politique. En effet, Sulak raconte comment le milieu conservateur dans lequel il a été élevé se faisait l'écho des mythes contre Pridi. Ce dernier représentait une menace pour tout ce qui comptait pour lui et il le méprisa en particulier en raison de son plaidoyer en faveur de la démocratie et de son rôle présumé dans la mort du roi Rama VIII.

Le récit retrace la confrontation puis la réconciliation entre deux des plus brillants esprits que le pays a connus pendant le siècle dernier. Quelques anecdotes contribuent à nous rendre les personnalités de Pridi et Sulak plus familières. En particulier, la description de leurs colères, leurs faiblesses ainsi que leurs façons de surmonter leur animosité, par une lente approche basée déjà, comme on pourra le lire, sur un respect mutuel non entièrement avoué.

A travers ce récit Sulak recherche peut-être un autre but : celui de réhabiliter Pridi en témoignant contre les fausses accusations qui ternissent encore de nos jours sa réputation auprès de certains conservateurs et royalistes. En faisant l'éloge de Pridi il souhaite sans doute renoncer aux échanges acrimonieux qu'il lança contre lui de son vivant.

Les lecteurs de ce livre se réjouiront, comme moi, de voir que l'hostilité entre deux grands intellectuels de notre époque a pris fin. Cet heureux dénouement fait espérer en la générosité des hommes et au triomphe de la vérité. Je forme le souhait que certains esprits rétifs réussissent à surmonter leurs préjugés et seront plus à même d'en aborder la lecture.

Cet essai est le premier livre parmi une centaine de livres écrits par Sulak à être traduit en français. Dans le contexte thaï, les cycles de douze ans ont une plus grande importance que les décennies. Cette édition française a été entreprise pour commémorer le sixième cycle de la révolution de 1932 et rendre également hommage à l'intégrité d'un homme ayant toujours gardé la foi en l'idéal démocratique. Nous devons remercier celui qui intellectuellement lui succède pour nous avoir donné ce récit vivifiant sur le renouement de certaines sensibilités politiques thaïes avec la vérité historique.

Gothom Arya

Le Secrétaire Général du Forum-Asia
Bangkok, juin 2004

Préface à l'édition en thaï

Le 2 mai 1983, la nouvelle accablante de la mort de Pridi Banomyong me parvint et me tourmenta. Le Grand Homme, voix de la raison et de la compassion, n'était plus. Je savais bien que Pridi était très âgé, mais il semblait en bonne santé et plein d'énergie. Il m'était donc difficile d'accepter avec calme ce qui me semblait être une mort prématurée. De nombreux journaux et magazines m'ont immédiatement demandé d'écrire des articles lui rendant hommage, ce que je fis volontiers. Très vite, je me suis retrouvé à donner des conférences et à participer à des séminaires sur Pridi organisés par des institutions académiques de part le pays. A cette époque, je me disais que c'était le moindre que je pouvais faire pour un homme honorable qui avait fait tant pour son pays et son peuple, pour un homme visionnaire qui, en dépit de grands sacrifices, avait été trahi de façon grotesque, ridiculisé et maltraité par un grand nombre de ses compatriotes.

Naturellement, je rencontrai une tempête de protestations et dénonciations de la part des ennemis de Pridi ou de personnes qui préféraient les miasmes des mensonges à la douce brise de la vérité et de la justice. Ils pensaient que la vérité était trop embarrassante et épineuse à avaler, et choisissaient délibérément de continuer à se momifier dans les huiles du mythe et les bandelettes du mensonge. Dans la bonne tradition ultra conservatrice, ils essayaient de m'arrêter en m'arrosant de salves dans la presse dominante.

Leurs commentaires me rappelaient les réactions à mon virulent article sur le roi Vajiravudh (Rama VI) pour le mensuel *Art and Culture*. La vieille garde et les courtisans, qui excellent en l'art de la tromperie, vilipendèrent mon article sans même se demander si les faits et arguments que j'y présentais étaient fondés. Ils laissaient entendre que j'étais un renégat antipatriotique et antiroyaliste dont le travail ne méritait aucune attention sérieuse. Comment peut-on savoir qu'un travail n'est pas sérieux si on ne le considère pas d'abord sérieusement ? Comment peut-on arriver à découvrir la vérité si on refuse d'engager la discussion ou le

débat ? Ce qui est contrariant, c'est que les conservateurs avancent toujours l'argument du patriotisme pour éluder toute critique de la monarchie. Faire du patriotisme un problème est comme lancer des dés pipés ; le résultat est faussé d'avance. Comment la monarchie thaïlandaise pourrait-elle retrouver de la vitalité sans d'abord admettre ses défauts et excès ? Est-ce un acte antipatriotique que d'essayer de rajeunir la monarchie ?

En ce qui concerne le roi Vajiravudh, de nouvelles preuves suggèrent qu'en dépit de ses nombreux talents, c'était un monarque manquant fortement de caractère. Ici, il faut s'atteler à détacher le bateau de l'histoire des quais du mythe pour le faire flotter sur le lac de la vérité. Un historien argua de façon convaincante que Rama VI avait une "autre facette", une dimension qui est rarement exposée ou décrite. Il écrivit : "Le fils n'hérita rien des traits distinctifs de son père : autodiscipline, humilité, pragmatisme et sens des proportions, sens des relations humaines et don naturel pour la politique. Au contraire, il manquait d'assurance, était capricieux et irresponsable, fantasque et suffisant (...)" En d'autres termes, le roi Vajiravudh était sérieusement dépourvu des qualités "qui avaient été la caractéristique des Chakri et qui leur avaient permis de contribuer avec tant de succès et une rare distinction aux progrès passés du royaume."

Sans aucun doute, les faiblesses de Rama VI "se reflétaient dans sa conduite du gouvernement." Sa "suspicion obsessionnelle et sa peur des gens et des choses qu'il ne maîtrisait pas directement" le conduisaient à "se méfier [de façon disproportionnée de] ses proches" et au dogmatisme. Le roi Vajiravudh "refusait de prendre en compte toute critique envers sa conduite du gouvernement ou tout conseil", une habitude constamment renforcée par les flagorneurs qui l'entouraient. En conséquence, "l'environnement psychologique et conceptuel de la famille royale [était] fermé", reposant sur "un cercle restreint de royalistes aux croyances et prédispositions conservatrices similaires" pour leurs informations, conseils et analyses. En conclusion, on peut dire que sous le règne du roi Vajiravudh, "la conduite du gouvernement dépendait du tempérament et de l'opinion d'un seul homme (...)"

En plus de son côté arbitraire, Rama VI avait un penchant pour la grandeur divine. C'était un parfait acteur qui "fit du royaume une scène de théâtre pour son goût du spectacle." Le style de vie pompeux de Vajiravudh, ainsi que sa conduite du gouvernement, coûtaient cher, représentant plus de dix pour cent du budget de l'Etat. A posteriori, on peut dire qu'il était tellement absorbé par son mode de vie somptueux qu'il en négligeait la "tâche [essentielle] de bien gouverner (...)" En effet, le roi ne cherchait à gagner ni les cœurs ni les esprits de ses sujets par la bienveillance ou la compassion afin de promouvoir l'unité nationale. "Il s'obstina dans la voie qu'il avait choisie : développer le nationalisme thaïlandais afin d'unir le pays à sa suite et de promouvoir ses favoris ainsi que le *Wild Tiger Corps* [entendez la menace ou l'usage de la force] afin de sauvegarder son trône." Il n'est guère étonnant que le pays ait été dans un tel état de désordre administratif et financier lors de l'accession au trône de Rama VII, et que "la monarchie n'était (...) plus respectée."

Pour retourner à la controverse sur Pridi Banomyong, les conservateurs créateurs de mythes, peut-être à court d'idées pour inventer des "preuves", continuent à l'impliquer dans l'affaire de la mort du roi Ananda Mahidol (Rama VIII.) Alors que Pridi repose en paix, les conservateurs éclairés prennent toujours une joie sadique à salir son nom et sa réputation, ils prennent toujours du plaisir à flageller celui qui ne peut plus se défendre. Leurs actions ressemblent à celles de voyous qui s'attaquent aux petits dans la cours de récréation. De nombreux tribunaux ont fait état de l'innocence de Pridi, un fait étayé par de nouvelles preuves. Ces faits sont insuffisants pour ébranler les solides préjugés et la haine des conservateurs.

Dans un mémorandum daté du 14 juin 1946, Charles W. Yost, Chargé d'Affaires américain, a signalé au Département d'Etat qu'il avait eu une réunion avec le Premier ministre Pridi Banomyong le lendemain du jour de la mort du roi Ananda. Yost informa le Département d'Etat que Pridi lui avait parlé "très franchement de la situation et attribuait la mort du roi à un accident, mais il était évident qu'il n'écartait pas la possibilité du suicide. [Pridi] était

fort exaspéré par les horribles accusations dont il était l'objet et il était rempli d'amertume par la manière dont, prétendait-il, (sans aucun doute avec raison) la famille royale et l'opposition, particulièrement Seni Pramoj et Phra Sudhiat, avaient mis en garde le roi et la reine mère à son encontre." Yost continuait, "[Pridi] dit que (...) le roi [Ananda] s'était toujours comporté très correctement, en monarque constitutionnel et que leurs relations avaient été amicales, en dépit des préjugés qu'on lui avait inculqués. Il admit franchement, cependant, que *ses relations avec la reine mère étaient très mauvaises* [les italiques ne figurent pas dans l'original] et qu'il craignait que ses relations avec le nouveau roi soient empoisonnées de la même manière qu'elles l'avaient été avec le roi Ananda." Néanmoins, continuait Yost, Pridi "avait l'intention de continuer à faire tout son possible pour travailler avec le nouveau roi et sa mère."

Le lendemain, Yost rencontra le Ministre des Affaires Etrangères, Direk Jayanama, qui venait d'avoir une audience avec le nouveau roi. Dans son rapport au Département d'Etat, le Chargé d'Affaires nota : "Le roi Bhumiphol (...) informa le Ministre des Affaires Etrangères qu'il considérait (...) comme absurdes les rumeurs [largement répandues sur la mort du roi], qu'il connaissait bien son frère et qu'il était certain que la mort était accidentelle." Cependant, Yost ajouta, "le roi n'a pas forcément dit la vérité à Direk, mais il est intéressant qu'il ait fait une déclaration aussi catégorique au Ministre des Affaires Etrangères."

Yost souleva ensuite un point intéressant : les conservateurs et l'opposition exploitaient la mort du roi pour ébranler Pridi et renforcer leurs propres positions politiques. Il écrivit, et il est approprié de le citer in extenso, "Le Département doit être informé que dans les quarante-huit heures qui suivirent la mort du roi, deux membres de la famille de Seni Pramoj, tout d'abord son neveu, puis sa femme, se présentèrent à la légation et affirmèrent qu'ils étaient convaincus que le roi avait été assassiné sur ordre du Premier ministre. Il était évident qu'ils avaient été envoyés par Seni. Il m'a semblé nécessaire de dire explicitement à chacun d'entre eux, afin que cela soit bien clair, que cette légation ne

saurait se voir entraînée dans des intrigues de politique siamoise, que je (...) considérais, à ce moment, la circulation de rumeurs invraisemblables qu'aucune preuve ne venait soutenir, tout bonnement inexcusable." Yost mentionnait aussi que certains membres de l'opposition avaient approché le représentant du gouvernement britannique avec des histoires similaires, mais que ce dernier les avait renvoyés.

A la mi-1948, durant une réunion avec le maréchal Phibunsongkram, alors Premier ministre, l'ambassadeur des Etats-Unis Edwin Stanton voulut connaître son opinion sur le procès imminent des suspects dans l'affaire du "régicide." Stanton demanda à Phibun "s'il pensait que la cour serait à même de résoudre le mystère de la mort du roi," et le maréchal répliqua qu'il en doutait fort. Phibun avança alors que "personnellement, il doutait que Pridi soit directement impliqué pour deux raisons : premièrement (...) Pridi était un politicien très intelligent, et deuxièmement (...) il avait un 'cœur pur'." Phibun conclut qu'il "ne pensait pas [Pridi] capable de causer l'assassinat de qui que ce soit." Madame Phibun, qui assistait à la réunion, seconda pleinement les observations de son mari. Cependant, selon le maréchal, Pridi pouvait s'être rendu coupable d'avoir couvert ou détruit "certaines preuves afin de protéger l'actuel roi." En somme, Phibun, le défenseur à sa manière, du trône et de la nation, impliquait que Pridi, contrairement à ce que disait la propagande conservatrice, pourrait avoir même essayé de protéger la monarchie.

Je dédie l'essai qui suit à la mémoire de Pridi Banomyong qui embarqua ses conditoyens pour un voyage sans fin vers la liberté et la démocratie.

S. Sivaraksa

le 27 mai 1983

Remarques liminaires

Mes livres m'ont amené à décrire des personnalités très diverses, pouvant tout aussi bien être issues des classes les plus défavorisées de la société que des plus élevées, être aussi bien des personnes dignes de respect que des imposteurs. Aussi intéressantes, et, parfois complexes, qu'elles eussent été, je les décrivais avec une certaine aise.

Les choses sont cependant incomparablement plus difficiles cette fois-ci, parce que celui que j'entreprends de décrire n'est autre que Pridi Banomyong. Aucun de mes précédents sujets n'était aussi controversé, brillant, intelligent, et on ne peut plus incompris que ne l'était Pridi. Aucun n'avait non plus autant d'ennemis. Il est vrai que moi aussi, et cela sur une assez longue période, je fus son ennemi. En définitive, Pridi fut le seul à être à l'origine d'un changement radical et fondamental à la fois dans l'opinion que j'avais de lui et dans ma vision du monde. Bien sûr, j'ai toujours ajusté ma perception des individus et événements à la lumière de faits nouveaux. Néanmoins, ces ajustements étaient le plus souvent mineurs. D'autre part, en ce qui concerne Pridi, c'est comme si mon monde en son entier s'était enfin tourné du bon côté. Pendant trop longtemps, comme beaucoup de Thaïlandais, j'ai été incliné à accepter sans regard critique certaines des diatribes d'une injustice flagrante dont Pridi était l'objet et, de façon regrettable, je n'avais pas peur de les utiliser à mon tour dans le but de le dénoncer ou l'insulter. Mes préjugés envers lui formaient un tourbillon tumultueux qui se déversait sans cesse et détruisait la raison et la logique ; un voile tyrannique qui obscurcissait mon esprit et mon cœur. Maintenant, je crois que j'ai une opinion plus complète et équilibrée de Pridi et de ses idées.

Qu'il soit dès à présent clair que je n'ai nullement l'intention d'écrire la biographie de Pridi. Ce travail concerne plutôt mon changement de perception à son sujet. D'un côté, cet essai sert de mea culpa ; de l'autre, il retrace mon cheminement intellectuel

: de l'avocat d'un conservatisme élitiste au défenseur d'une démocratie participative et constructive. Directement ou indirectement, Pridi a joué un rôle central dans ce cheminement. D'une façon plus significative, j'essaie de dénouer le complexe écheveau de mensonges et d'intrigues qui a été tressé autour de Pridi, en espérant que la société va finir par apprécier son héritage et y voir plus clair.

I

J'ai toujours rendu acte à Pridi de son rôle vital et courageux dans le mouvement Seri Thai, contribuant par là-même à la libération du pays de l'occupation japonaise durant la Seconde Guerre Mondiale.

Malheureusement, deux aspects que j'ai par la suite abhorrés, m'ont prédisposé à être vigilant : son plaidoyer en faveur de la démocratie, et son rôle présumé dans la mort du roi Rama VIII. Ces deux éléments m'ont fortement poussé à mépriser Pridi, un sentiment que je trouvais trop oppressant pour tout simplement le nourrir secrètement en mon sein. Par conséquent, nous avons eu de nombreux échanges houleux que j'ai pour la plupart initiés. Finalement, revenant à la raison, et reconnaissant la nature gratuite de mon agression verbale à son égard, je lui ai présenté des excuses. Celui-ci, en vrai bouddhiste et gentleman, n'a pas seulement accepté mes excuses, il a aussi regretté de m'avoir injustement attaqué dans l'un de ses ouvrages.

Afin de mieux comprendre mon mépris initial pour la démocratie et par conséquent pour Pridi, il faut d'abord savoir de quel milieu je viens et quelle éducation j'ai reçue. Je suis né dans une famille sino-thaïlandaise de classe moyenne, établie dans la province de Thonburi depuis plusieurs générations. On peut dire que nous étions apolitiques.

Ma famille se composait essentiellement de commerçants et salariés de sociétés commerciales locales ou étrangères, et seul le commerce nous intéressait. Mon père, par exemple, était comptable pour le Monopole des Tabacs Anglo-américains. Certains

membres de la génération de mon père travaillaient pour le gouvernement, mais ce n'étaient que de petits fonctionnaires. En d'autres termes, désintéressés des affaires de l'Etat, nous avons opté pour le statu quo ; c'est-à-dire une société élitiste dominée par la famille royale et l'aristocratie.

La société était minutieusement hiérarchisée, avec de nombreux titres et récompenses, mais nous nous en sortions plutôt bien. Du reste, nous nous étions liés à de hauts personnages de la noblesse, et pouvoir les fréquenter nous remplissait de fierté et de joie. Nous devînmes de plein gré les gardiens de la société aristocratique. Naturellement, nous partageons la conviction élitiste que les masses sont ignorantes et dangereuses et que leur pauvreté est la conséquence directe de leur fainéantise et de leur manque de parcimonie. Nous pensions que leur pauvreté résultait de sérieuses imperfections de leurs personnalités, plutôt que d'insuffisances structurelles. Nous sous-entendions qu'être pauvre était un crime.

Si seulement, comme nous, ils avaient été plus travailleurs et frugaux, alors ils n'auraient pas souffert. Nous prenions souvent pour exemple le succès de nos ancêtres qui arrivèrent de Chine à peu près sans le sou pour s'installer au Siam. De façon compréhensible mais impardonnable, nous souffrions d'amnésie. Nous semblions avoir oublié que c'est en partie grâce à l'exploitation éhontée de pauvres paysans thaïlandais et de travailleurs manuels chinois que notre clan s'était enrichi.

Etrangement, même alors que nous étions en faillite, nous n'avons jamais douté de la légitimité des structures socio-économique et politique de l'époque. Au contraire, les seuls que nous tenions pour responsables étaient la destinée et nous-mêmes. Du temps de notre opulence, nous avons généreusement choyé nos supérieurs aristocrates et nos amis de cadeaux somptueux. Alors que nous coulions, submergés par les troubles financiers, nous implorâmes leur sympathie et leur aide. En général, ils nous récompensaient de leur indifférence, ou, au mieux, par une aide financière aux taux d'intérêts prohibitifs. Malgré cela, notre respect pour la noblesse restait inébranlable.

Les critiques envers les membres de la famille royale et de la noblesse se firent de plus en plus fréquentes sous le règne du roi Rama VI et s'intensifièrent encore pendant les dernières années du règne du roi Rama VII, à l'époque de ma naissance. Elles n'ont cependant pas réussi à ébranler notre ferme conviction que le roi était tout à fait à même de régner et que l'aristocratie était un pilier indispensable à la société thaïlandaise.

On ne s'étonnera donc pas que nous n'ayions pas accueilli la Révolution du 24 juin 1932 à bras ouverts. Mon père avait des amis parmi les révolutionnaires, il respectait beaucoup certains d'entre eux pour leur honnêteté et leur talent, comme Direk Jayanama, Sim Viravaithaya, et Banjong Sricharoon. En dépit de cela, il ne pouvait surmonter son dédain pour les opportunistes qui avaient pris le train de la révolution en marche dans le seul but de récolter des bénéfices personnels — richesse ou prestige — et cela pas forcément par des moyens très honnêtes.

Rétrospectivement, il semble que nous nous méfions aussi de la plupart des membres du Parti du Peuple qui avaient manigancé la Révolution de 1932, les prenant en règle générale pour des personnes intrinsèquement incompétentes et corrompues. En revanche, nous considérions que nos employeurs occidentaux étaient des parangons d'honnêteté et d'intégrité. Indubitablement, nous ne prenions pas en compte le fait que nos employeurs étrangers recevaient des salaires plusieurs fois supérieurs à ceux des Thaïlandais moyens et avaient de nombreux privilèges. Lorsque la société commerciale étrangère où les membres de notre clan travaillaient fut nationalisée, les citoyens thaïlandais furent à même d'assumer des positions de haut rang. Nous craignîmes alors que la corruption finisse tôt ou tard par révéler son visage hideux.

L'un des proches parents de mon père était impliqué dans le mouvement contre-révolutionnaire dirigé par le Prince Bowaradej, ce qui ajoutait un obstacle supplémentaire à une éventuelle sympathie pour les révolutionnaires de 1932. De plus, nous espérions, de façon romantique, de grosses et rapides améliorations de notre façon de vivre. Après tout, les révolutionnaires n'avaient-ils pas promis plus de bien-être aux

classes moyennes et à faible revenu? Rapidement désabusés, nous critiquions sévèrement ce que nous percevions comme une volonté délibérée de faire traîner les choses.

De plus, à cause de l'intense désaccord au sujet du programme de restructuration économique; le gouvernement Manopakorn-*nitidhada*, cherchant à tout prix à éviter toute réforme économique radicale, se servit de moyens peu louables pour accuser publiquement Pridi d'être un pantin aux mains des communistes. Pridi fut immédiatement réduit au silence et exilé en France. Les manœuvres alarmistes du gouvernement eurent l'effet escompté sur nous. De plus, la réfutation par le roi Rama VII des réformes économiques proposées par Pridi mina encore notre confiance en ce dernier. Bien que nous ne sachions rien des propositions de réforme de Pridi, nous, en partie à cause de notre adulation aveugle pour la royauté, fîmes les propos du roi en haute estime. Dans son message, le roi soutenait l'assertion non fondée du gouvernement affirmant que Pridi était communiste. Il ajoutait que les réformes économiques de Pridi, si on les appliquait, dépossèderaient le peuple de ses richesses et de ses biens. Ceci corrobora et confirma notre conviction que Pridi était une menace pour tout ce que nous avons de cher.

Le conservatisme et les préjugés de ma famille m'ont sans doute initialement fort influencé. Mais à cette époque, la société dans son ensemble était conservatrice, elle avait même des tendances plutôt proto-fasciste. Au début des années 1940, jeune garçon, je me souviens m'être rendu à la fête de la constitution. J'y ai vu des soldats et des policiers solennellement garder le piédestal sur lequel reposait la constitution. Cela me fit croire à tort que la constitution et la démocratie étaient divines et transcendantes, à la manière de la religion et la royauté. Les écoles n'enseignaient pas les vertus démocratiques et elles ne les mettaient pas non plus en pratique. En fait, les enseignants se comportaient en dictateurs dans leurs classes. Le nationalisme et l'amour des armes étaient largement promus dans les écoles. Les chefs qui prônaient l'augmentation de la force nationale et de la sécurité étaient portés aux nues et prenaient de l'ascendant.

Une juridiction spéciale fut créée, conduisant à des arrestations, et, dans certains cas, à l'exécution de représentants de l'ancien régime monarchique.

Tous ces sinistres événements, croyions-nous à tort, étaient inhérents à la vie en démocratie. Le Département de l'Information (en fait Département de la Propagande) et les écoles, nous assuraient constamment qu'il en était bien ainsi. Enfant, par conséquent, je n'avais pas une impression très positive de la démocratie. Ma famille et moi-même, nous réalisions que Pridi n'était pas responsable de ces événements troublants. Nous savions que s'il fallait identifier des fautifs, ce serait plutôt le triumvirat composé du maréchal Phibunsongkram (Phibun), de Luang Promyothi et de Luang Vijitvathakarn. Néanmoins, nous reprochions à Pridi d'avoir servi de catalyseur à cette révolution qui avait en partie amené ces conséquences déplorables. Sans lui, calculions-nous, nos vies et notre société seraient plus paisibles et ordonnées. Nous mènerions tous des vies heureuses et prospères sous la monarchie absolue. Sous l'ancien régime, bien que le roi fût au-dessus des lois et du peuple, il était bienveillant. Nous insistions sur le fait que Rama IV et V étaient des rois dignes de respect. Rama VI prépara la voie aux réformes démocratique dans le pays. Nous crûmes Rama VII à la lettre quand il annonça, lors de son séjour aux Etats-Unis, qu'il était en train d'octroyer une constitution démocratique au peuple thaïlandais. En d'autres termes, les révolutionnaires de 1932 — Pridi en particulier — s'étaient simplement comportés à la légère et de façon illogique. Nous soutenions donc que le motif des révolutionnaires n'était pas d'apporter la démocratie au peuple, mais de s'installer égoïstement au pouvoir.

Après la révolution, les choses se sont mal passées pour les membres de la famille royale et de l'aristocratie. Beaucoup furent soit arrêtés, soit forcés de s'exiler. Leurs biens furent confisqués et redistribués, tombant en grande partie aux mains des révolutionnaires. De plus, bon nombre de fonctionnaires de l'ancien régime furent soit rétrogradés soit expulsés. Nous éprouvâmes de la sympathie pour leur sort misérable et

condamnâmes le Parti du Peuple révolutionnaire pour leur avoir infligé un tel sort. En même temps, nous n'éprouvions non moins que du mépris pour l'arrogance de certains révolutionnaires. Nous assumions que le Parti du Peuple représentait une entité cohésive, et en conséquence, nous voyions une plus grande cohérence dans sa ligne politique qu'il n'en avait en réalité. En fait, le Parti était divisé en deux grands groupes: militaires et civils, c'est-à-dire autocrates et libéraux.

Mon désenchantement envers la démocratie et mon contact avec le conservatisme ne faisaient cependant que commencer. En 1945, lorsque je fus ordonné novice pour un an et demi, j'ai respiré quotidiennement l'air du conservatisme ou plutôt de l'ultra conservatisme. Les archi-conservateurs du vieux régime fréquentaient le temple où j'étudiais, car l'abbé de mon temple était un éminent astrologue. Aucun d'entre eux n'avait de paroles bienveillantes pour la démocratie et encore moins pour Pridi Banomyong. On voyait souvent Phya Srivisarvaja (Phya Sri)¹ qui non seulement fut éduqué en Grande-Bretagne, mais était aussi, et cela jusqu'à ce jour, le plus jeune sous-secrétaire d'état permanent au Ministère des Affaires Etrangères. Il semblait être hautement respecté par les gens du monde. Comment aurais-je pu prendre à la légère ses constantes dénonciations de Pridi ? (C'est seulement bien plus tard que certains de ses collègues, tout à fait fiables, me révélèrent que Phya Sri n'était pas aussi compétent et respectable qu'on le pensait communément. Sa soumission envers la dictature de Sarit Thanarat en est le témoin.)²

¹ Phya Srivisarv était en fait citoyen britannique et n'obtint la nationalité thaïlandaise que sous le règne de Rama VI, en se faisant enregistrer auprès de la légation siamoise à Paris. En 1932, il était sous-secrétaire d'état permanent sous le prince Devawongvarothai, alors ministre.

² A la suite de la révolution de juin, Pridi demanda au Parti du Peuple d'octroyer le poste de Ministre des Affaires Etrangères à Phya Sri. Ce dernier, ainsi que Phya Manopakornnitithada, alors Premier Ministre, rapportèrent à un diplomate britannique en poste à Bangkok que c'est sous la menace de la bayonnette qu'ils acceptèrent leurs postes. En 1933, ils s'associèrent tous les deux aux militaires pour non seulement

Il va de soi que lorsque Khuang Aphaiwongse se sépara de Pridi en 1945, ces archi-conservateurs se retrouvèrent soudain du côté du Parti Démocrate (Prachathipat). Après tout, raisonnaient-ils, les ennemis de notre ennemi sont nos amis. L'ascendant du Pridi premier ministre en 1945 faisait rager les conservateurs et leur haine avait la vie dure. Même lorsque Pridi se retira et que Thamrongnawasawat (Thamrong) devint Premier ministre, ils avançaient encore que ce dernier était tout simplement une marionnette aux mains de Pridi. Comme les conservateurs prédominaient aussi bien à Bangkok qu'à Thonburi, ces deux provinces n'élirent que des Démocrates (Prachathipat) au Parlement. Pour les conservateurs, dont je faisais partie, peu importait que des Démocrates (Prachathipat) passent la plupart de leur temps en intrigues internes.

Pire, bien que la Constitution de 1946 ait été bien plus démocratique que celle de 1932, nous la contestions pour la simple raison que Pridi en était l'auteur. Nous croyions que Pridi y dénaturait la loi dans l'unique but d'ébranler ses opposants politiques, ne comprenant pas que la nouvelle constitution essayait de donner du pouvoir aux défavorisés et aux marginalisés de la société. La nouvelle constitution facilitait l'élection au Parlement de politiciens en provenance de petits partis politiques progressistes. En d'autres termes, elle permettait aux pauvres, en particulier dans des provinces du Nord-Est du pays, de mieux faire entendre leurs voix et intérêts. Percevant la situation sous un jour différent, nous prétendions que les paysans du Nord-Est, pauvres et ignorants, étaient soudoyés pour élire ces députés progressistes. D'ailleurs, nous pensions que les députés de ces provinces reculées n'étaient pas aussi qualifiés que ceux de chez nous, en ville : ils étaient issus de familles inférieures et possédaient des facultés intellectuelles moindres. Pour nous, les élitistes frères

exiler Pridi en France, mais aussi pour se débarrasser de la démocratie. Ce qui amena un autre coup d'état mené par Phya Phahonphonphayuhasena en 1933 qui se débarrassa du gouvernement Manopakornnithada et rappela Pridi.

Pramoj³ étaient la quintessence même de bons et respectables hommes politiques.

La deuxième guerre mondiale avait déjà pris fin lorsque je quittai le temple pour continuer mes études secondaires. Lors de la série d'élections qui eurent lieu après la guerre, les conservateurs civils et militaires saisirent toutes les occasions de discréditer et insulter Pridi, ce grand homme d'état. L'attaque des conservateurs envers Pridi s'intensifia même lorsque ce dernier, après sa démission du poste de régent, devint Premier ministre. Le vindicatif Parti Démocrate (Prachathipat) mena la charge avec la fureur d'une bête sauvage.

Ma famille et moi-même ne savions pratiquement rien du programme de la campagne électorale de Pridi. Néanmoins, laissant nos préjugés prévaloir sur notre objectivité et notre bon sens, nous adoptâmes pratiquement en bloc les critiques et points de vue des opposants conservateurs de Pridi. Les conservateurs condamnaient Pridi pour avoir échoué à réduire la pauvreté dans le pays due à l'inflation d'après guerre et pour son népotisme politique (les partisans de Pridi assumèrent des positions ministérielles importantes dans les gouvernements d'après guerre). Les manœuvres présumées de Pridi pour que Khuang Aphaiwongse ne devienne pas Premier ministre irritèrent particulièrement les conservateurs. Khuang se donna beaucoup de mal pour se présenter en sauveur du Siam pour l'avoir délivré de la poigne de fer du maréchal Phibunsonggram après la guerre, et naïvement, nous le croyions. De plus, les conservateurs accusaient le gouvernement Thamrong de corruption. La réduction du pouvoir et des privilèges des dirigeants militaires les mécontentait aussi.⁴

Parmi les membres de mon clan et parmi mes professeurs, certains éprouvaient de la nostalgie pour la période proto-fasciste de Phibun. Ils s'extasiaient sur le rôle du maréchal dans l'expansion et l'amélioration des infrastructures du pays. D'un autre côté, ils

³ Seni et Kukrit étaient les fils du Prince Kamrob, lui-même petit-fils de Rama II. Les deux frères ont finalement chacun occupé le poste de premier ministre.

⁴ Voir Appendice I pour la liste des gouvernements successifs depuis 1932.

tournaient en dérision l'incapacité des gouvernements d'après guerre à garantir l'approvisionnement en eau courante et électricité au jour le jour. Ils se lamentaient sur le mauvais état des routes. Ils semblaient avoir oublié qu'entre autres, la guerre avait détruit un bon nombre des principales centrales électriques, que le pays se trouvait dans une phase turbulente de transition entre la guerre et la paix, et qu'il ne possédait pas les fonds nécessaires pour financer la réparation des infrastructures. Certains d'entre eux — et je n'invente rien — regrettaient même les pratiques imposées par Phibun de saluer le drapeau national deux fois par jour, de forcer les jeunes gens à porter des uniformes militaires, et d'obliger les femmes à porter chapeaux ou bonnets.⁵ En clair, ils voulaient une société ordonnée, dictatoriale et militarisée. Peu importait que les bottes militaires foulassent les droits démocratiques de la majorité des citoyens.

Ceci suggère que la classe moyenne servait de tampon entre les élites dirigeantes, qu'elles soient aristocrates ou militaires, et les masses. La classe moyenne était apolitique et indifférente, et par conséquent, elle se désintéressait des questions plus larges de liberté et de justice ; du moins tant que ses intérêts de clocher n'étaient pas sérieusement attaqués. Bizarrement, même les professeurs catholiques de mon école secondaire pensaient du bien de Phibun. Au début des années 1940, lors des disputes de frontière franco-thaïlandaises, ce dernier expulsa un certain nombre de prêtres catholiques français de mon école. De plus, il força certains catholiques thaïlandais à se convertir à nouveau au bouddhisme. Pour citer un autre exemple, beaucoup de moines bouddhistes importants laissaient entendre qu'ils étaient plus satisfaits sous la monarchie absolue ou la dictature, même si dans l'interlude démocratique ils avaient eu plus de liberté et de droits. En résumé, même les professeurs et les moines n'étaient

⁵ Ces décrets datent de 1939, lorsque le nom du pays passa de Siam à Thaïlande. Phibun imita Kemal Pasha de Turquie en essayant de couper le pays de ses traditions. Il s'inspira aussi des modèles fascistes occidentaux de Hitler et Mussolini.

pas immunisés contre le credo peu libéral et dominant de la classe moyenne.

Par conséquent, le putsch du 8 novembre 1947, qui ramena le maréchal Phibun au pouvoir, n'affecta outre mesure ni ma famille ni la classe moyenne. Les putschistes apaisèrent astucieusement nos craintes et gagnèrent notre support. Premièrement, comme le Parti Démocrate (Prachathipat) était populaire dans les villes et était l'ennemi juré de Pridi, ils lui donnèrent un pouvoir nominal. Deuxièmement, ils impliquèrent Pridi dans la mort mystérieuse du roi Rama VIII en 1946, afin de saper son support et sa base politique. Le Parti Démocrate (Prachathipat), par pur opportunisme, était lui aussi impliqué dans cette conspiration. Une grande majorité de la classe moyenne considéra les auteurs du coup d'état comme des défenseurs du trône. Troisièmement, ils remirent au goût du jour ou inventèrent des cérémonies et pratiques liées à la famille royale. Par exemple, la prosternation devant les membres de la famille royale, qui ne s'était jamais vue jusqu'alors, fut soudain à la mode. Ils accusèrent les révolutionnaires de 1932 d'avoir dilué "l'identité nationale" en abolissant ou modifiant ces pratiques. Les meneurs du coup d'état se réconcilièrent avec beaucoup d'aristocrates et de royalistes que pour certains, nous, la classe moyenne, respections grandement. Ainsi, ils invitèrent le prince Bowaradej⁶ à rentrer d'exil. Enfin, ils se présentèrent comme des anti-corruption aux mains propres. Et qui plus est, on prétendit que le maréchal Phin, un protagoniste du coup, s'effondra en larmes lorsqu'il apprit le degré de corruption du gouvernement civil précédant. Afin de gagner nos cœurs, ils exercèrent leur pouvoir dictatorial pour réduire les prix de certaines denrées de base. Mais les prix de ces denrées flambèrent peu après. Le maréchal Phin devint l'une des personnes les plus riches du royaume. A la lueur des quatre facteurs mentionnés ci-dessus, l'on comprend pourquoi nous ne nous sommes pas opposés aux putschistes et pourquoi ça nous

⁶ C'est lui qui mena le contre-coup manqué pour restaurer la monarchie absolue en 1933 avant de s'exiler à Saïgon.

était complètement égal que la brutalité soit utilisée pour écraser les opposants politiques, c'est-à-dire les partisans de Pridi.

Dès mon entrée au lycée, je me suis mis à lire avec avidité. Au lieu de me prémunir contre le conservatisme, mes lectures m'y exposèrent encore plus. Le marché regorgeait de livres, mais leurs sujets n'étaient pas très variés. Autant que je sache, la plupart étaient soit des hagiographies de l'élite dirigeante (par exemple du roi Rama VII, du Prince Bowaradej, etc.), soit des exaltations de l'époque de la monarchie absolue. Ces œuvres tenaient les révolutionnaires de 1932, et généralement Pridi, pour responsables des malheurs actuels.

Comme il a été dit plus haut, les auteurs du coup d'état donnèrent le contrôle du gouvernement au Parti Démocrate (Prachathipat), dirigé par Khuang Aphaiwongse. Que beaucoup d'aristocrates compétents de l'ancien régime aient été nommés, et non élus, à des postes dans ce gouvernement (pratiquement) fantoche, nous rassurait. Notre imagination nous portait à croire que le nouveau gouvernement, largement purgé de ses éléments révolutionnaires, restaurerait la paix et la prospérité, ramènerait un semblant du *status quo ante*. Aussi favorisions-nous la constitution de 1949 sur celle de 1945 qui était plus démocratique. Après tout, il avait fallu la constitution de 1949 pour destituer les révolutionnaires que nous détestions tant. Ceux-ci avaient dominé la scène politique thaïlandaise pendant une quinzaine d'années, mais notre façon de vivre s'était peu améliorée. Nous pensions que quinze ans était plus qu'assez pour expérimenter avec la démocratie. Pourtant généralement si intéressés par nos petites affaires, nous négligions le fait que la démocratie ait autant apporté à la société thaïlandaise, aussi bien dans les campagnes que dans les villes. Sous l'égide de la démocratie, les Thaïlandais devinrent des citoyens à part entière, en pleine possession de leur pays, alors que précédemment, ils n'étaient que des esclaves ou, au mieux, des parias aux yeux des classes dirigeantes. Du moins, la démocratie permit-elle au peuple de faire entendre ses revendications et intérêts par le biais des membres élus du Parlement.

En 1948, lorsque le maréchal Phibun s'est emparé du gouvernement Khuang, il fit savoir qu'il préférait l'ère pré-révolutionnaire ou le *status quo ante*. Par exemple, il annonça que les membres du sénat seraient politiquement nommés. Il s'assura que les élites de l'ancien régime soient nommées à des positions ministérielles. Prince Wiwatchai, Phya Thephasdin et M.R. Kukrit Pramoj bénéficièrent de cette politique.

Les grandes puissances, particulièrement les Etats-Unis et la Grande-Bretagne, renforcèrent notre conviction que la prise de pouvoir de Phibun était raisonnable et légitime, parce qu'à la fois Washington et Londres reconnurent le gouvernement thaïlandais.⁷ Les journaux locaux eux-aussi étaient pro-Phibun car le contraire pouvait signifier l'interdiction de publier ou le peloton d'exécution. En résumé, bien que les pratiques autocrates du gouvernement Phibun nous fissent occasionnellement froncer les sourcils, nous étions en général relativement satisfaits de sa politique conservatrice.

Il n'est donc guère étonnant que lorsque Pridi aie lancé la rébellion du Palais Royal en 1949 dans le but de renverser Phibun, je soutins le gouvernement dictatorial en place. Pour un fugace moment, comme les jours d'été dans les régions polaires, le côté de Pridi sembla l'emporter dans le conflit. Ses forces s'emparèrent de la radio et nomma Direk Jayanama Premier Ministre. Comme c'était un ami de mon père, je le connaissais personnellement et le respectais. Néanmoins, je ne pouvais m'empêcher de m'inquiéter du sort du gouvernement Phibun, et de celui de la société thaïlandaise. Le gouvernement Phibun lança une campagne de contre-propagande insistant, et cela sans fondement sur le fait que si la rébellion vainquait, Pridi s'installerait comme président et exécuterait la famille royale et les aristocrates. Ces mensonges m'alarmèrent grandement.

Peu après, je perdis mes illusions sur le gouvernement Phibun.

⁷ Pour de plus amples informations, se référer à *A Special Relationship: The United States and Military Government in Thailand, 1947 - 1958* de Daniel Fineman (Honolulu : University of Hawaii, 1997.)

La nature dictatoriale de Phibun devint de plus en plus apparente et répugnante lorsqu'il se débarrassa de la constitution de 1949 et fit revivre celle de 1932 et quand il dissolu le Parlement. Phibun mena à bien son blitzkrieg politique en décembre 1952 lorsque le jeune roi Rama IX se trouvait sur un bateau de guerre ancré non loin des côtes du golfe de Siam. A mon avis, il s'agissait d'un acte de pur opportunisme politique qui reflétait le manque de respect et de loyauté de Phibun pour le roi. "L'Etat c'est moi", assurait Phibun. Il devint petit à petit clair que la corruption était bien plus endémique dans le gouvernement Phibun que dans les précédents. Pis encore, les violations des droits de l'homme abondaient, créant un précédent et fixant une référence à égaler pour les dictateurs thaïlandais qui suivirent. Je trouvais le triumvirat de Phibun, Phao et Sarit répugnant et déplaisant. Il semble que leur alliance était un chancelant mariage de convenance, car ses membres utilisaient tous les moyens disponibles, légaux ou autres, pour contrebalancer leurs pouvoirs respectifs.

J'en conclus facilement et correctement que le gouvernement Phibun était, en dépit de sa rhétorique, en train de rapidement extirper les dernières traces de démocratie du pays. Bien que je sentisse que la démocratie était supérieure à la dictature, la monarchie absolue était mon système politique et social de prédilection. Dans une certaine mesure, j'avais des réserves au sujet de la démocratie parce que je l'associais à un seul homme : Pridi Banomyong. Comme je l'ai montré plus haut, mon éducation conservatrice et mon entourage étaient à la source de mes préjugés envers Pridi et tout ce qu'il défendait.

Mon appréciation de la démocratie n'a pas grandi lors de mes études en Grande-Bretagne (entre 1953 et 1961), le précurseur de la monarchie constitutionnelle. Il est vrai que j'ai suivi un cours en droit constitutionnel en première année. Cependant, les relents de conservatisme et l'aristocratie prédominaient dans mon université. De plus, peut-être à travers l'endoctrinement et par racisme à l'envers, je devins convaincu que seuls les Anglo-Saxons sont à même d'avoir un système démocratique. Mon tuteur d'anglais, à l'université, me rabaisait sans cesse,

exagérant de manière intransigeante les mérites de l'aristocratie. Il avançait que c'était grâce au génie de ses élites dirigeantes et de son aristocratie que la Grande-Bretagne était devenue une grande puissance. La noblesse britannique, disait-il, était élevée dans l'administration juste et équitable de l'Etat.

Il n'y avait pas de place pour les trois principes de la Révolution Française — liberté, égalité, fraternité. Mon tuteur prédisait que plus la Grande-Bretagne se démocratiserait, plus elle s'affaiblirait à la fois sur le plan national et international. Comme on m'avait appris à idolâtrer les conservateurs Churchill et Eden, la logique de mon tuteur m'influença fort. Nous nous accordions pour dire que l'aristocratie avait la capacité de facilement s'élever au-dessus des intérêts de sa classe pour clairement discerner les intérêts publics. Les élites dirigeantes devraient même dicter ce qui est dans le meilleur intérêt du public parce que les masses sont généralement trop apathiques et ignorantes.

Un autre aspect utile à mentionner est qu'à cette époque, j'étais un avide lecteur de Edmund Burke, ardent opposant et critique de la Révolution Française. Burke, adepte d'un ordre divin providentiel fondé sur un droit naturel historique, attaquait fielleusement tout changement menaçant d'éradiquer "l'arbre social." Les travaux de Burke corroboraient ce que mon professeur et prêtre français m'avait enseigné lorsque j'étais jeune : Voltaire et Rousseau étaient des hérétiques ou des athées fanatiques. Ils auraient dû mourir sur un bûcher ou être guillotins. Il disait aussi que Lénine et Marx étaient des suppôts de Satan. Comme le gouvernement Phibun n'exorcisait pas seulement le spectre de la démocratie, mais aussi celui du communisme, je l'ai pendant longtemps toléré. On peut dire que mon antipathie pour la démocratie était représentative de l'attitude des étudiants thaïlandais éduqués en Grande Bretagne.

Lorsque je rentrai au Siam à la fin de mes études en 1961, mes amis et compagnons étaient tous aristocrates ou conservateurs, y compris les amis étudiants thaïlandais que j'avais rencontrés en Grande Bretagne. Personne n'avait les idées progressistes dans mon entourage immédiat : je m'étais intellectuellement isolé. A

cette époque, je ne comprenais pas pourquoi quelqu'un risquerait la prison pour la justice et la liberté. Plus tard, lorsque je fus le témoin d'abus de pouvoir de la part des élites dirigeantes et de la souffrance des citoyens ordinaires, je compris qu'il vaut la peine de se battre pour des principes tels que la liberté, la justice ou l'égalité.

Sous le gouvernement civil de Sanya Dhamasakti en 1973, j'ai soudain compris qu'à moins que les masses aient le pouvoir d'influencer les politiques et questions qui affectent leurs vies, les élites dirigeantes, aussi capables et bienveillantes qu'elles soient, ne peuvent jamais rapprocher le pays, ne serait-ce qu'un peu, de la démocratie. De fait, la philanthropie et la bienveillance des dirigeants masquent parfois une exploitation brutale. De plus, un acte de bienveillance a parfois pour but la perpétuation des politiques de dépendance et l'injuste *status quo*. Une démocratie constructive requiert des changements à la fois structureux et juridiques. D'une certaine façon, la démocratie ne peut ni être enseignée ni imposée d'en haut. C'est un mode de vie, et c'est pourquoi la seule manière de savoir ce que c'est, est de vivre de façon démocratique. Il ne faut pas assimiler un gouvernement civil à la démocratie. Le gouvernement civil de Thanin Kraivichien, en 1976, pour ne citer qu'un exemple, était aussi corrompu et peut-être même encore plus dictatorial que celui de ses prédécesseurs militaires.

Le lecteur l'aura compris : mon voyage intellectuel vers la démocratie fut long et tortueux. Une lecture sérieuse des nombreux travaux de Pridi Banomyong aurait grandement pu l'adoucir et le raccourcir. Mais à cette époque, Pridi ne suscitait ni mon respect ni mon intérêt. En général, je trouvais ses travaux — le peu que j'aie daigné lire — insipides. C'est à travers des expériences directes que je reconnus petit à petit, et non sans peine, les vertus de la démocratie. Non seulement ai-je eu l'occasion d'être le témoin des souffrances des opprimés et de souffrir avec eux, mais aussi ai-je finalement moi-même senti les crocs blancs de successifs gouvernements dictatoriaux s'enfoncer toujours plus profondément dans mon cou.

Cependant, de nombreux membres de la classe dirigeante, ceux qui se targuaient de leur éducation et privilèges, étaient encore intoxiqués et fascinés par les airs de la monarchie absolue ou de la dictature militaire.

Ils pensaient que les changements inhérents à la mise en œuvre de réformes démocratiques impliqueraient trop de tourments. De façon prévisible, ils se battirent pour faire échouer tout changement démocratique et s'efforcèrent de légitimer ou sanctifier le visage hideux de l'intolérance. D'une seule voix, ils proclamaient que le passé sous la monarchie absolue était glorieux et héroïque. Ils insistaient qu'un Sarit Thanarat, aussi répugnant et corrompu qu'il soit, est parfois nécessaire à la sécurité nationale et à la stabilité politico-sociale. En d'autres termes, cela revenait à perpétuer le pouvoir et privilèges démesurés de la classe dirigeante aux dépens des classes inférieures. Se faisant des illusions, les dirigeants semblaient croire que les masses acceptaient avec fatalisme leur position subalterne et se réjouissaient d'être dirigées par la minorité privilégiée. De temps à autre, les dirigeants descendaient de leur nuage et répondaient aux cris agonisants de souffrance causée, par exemple, par des catastrophes naturelles. Les dirigeants exagéraient alors leur action en la qualifiant de magnanimité inégalée — assez pour justifier la continuation de leur domination. Les masses l'interprétaient comme une petite tape dans le dos donnée après une série de coups d'assommoir. Pour résumer, seuls les dirigeants bénéficient de l'efficacité et la stabilité associées à l'autocratie. Par le simple fait d'essayer de justifier l'autocratie, l'on perd déjà son humanité.

A partir du moment où j'ai commencé à reconnaître les vertus de la démocratie, j'ai petit à petit apprécié les idées et contributions de Pridi. Il fut, et on ne saurait trop le répéter, le premier à sonner la cloche de la démocratie au Siam. La première déclaration de Pridi délivrée le 24 juin 1932 au nom du révolutionnaire Parti du Peuple, réveilla les masses thaïlandaises, leur promettant un jour nouveau de liberté et de justice. A partir de ce moment, le peuple thaïlandais a toujours gardé la démocratie

en son cœur.⁸

Quant à nous, les gens instruits ou privilégiés, bien souvent par le hasard de notre naissance, nous devons à la fois travailler avec et pour les pauvres et marginalisés. Nous devons rendre le pouvoir aux masses et leur permettre d'exercer leurs droits. C'est seulement par la coopération et la compassion que nous pourrions augmenter la démocratie, la paix et la justice dans le pays. Ainsi devons-nous minimiser et finalement éliminer les antagonismes sociaux et l'exploitation résultant de l'égoïsme et d'une compétition féroce. La religion devrait peut-être servir de base à notre conduite sur le plan individuel aussi bien que sur le plan international.

Après avoir relu Pridi, je crois qu'au cœur de sa conception de la démocratie se trouvent la coopération et la compassion ; une société démocratique et constructive ne saurait survivre au milieu de la haine et l'égoïsme. Les partisans de la monarchie absolue ou de l'autocratie, avec leur style de vie dépravé et leur dédain inhérent pour les gens du peuple, trouvèrent difficile de croire que Pridi prêchait l'évangile de l'amour, de la confiance et de la compassion. Bien sûr, comme une bonne partie des réformes proposées par Pridi penchaient vers le socialisme démocratique, elles menaçaient d'ébranler les droits acquis de la classe dirigeante, menaçaient de rééquilibrer la balance sociale qui penchait fortement du côté des riches et puissants. Dès lors, afin de discréditer Pridi, la classe dirigeante trouva plus facile d'avoir recours aux calomnies que d'engager un débat logique et formel — ce dont ils n'étaient intellectuellement pas capables. Au début, ils accusèrent Pridi d'être un agent du Kremlin ou pire, un terroriste communiste, ce qui signifiait l'incarnation du diable sur terre. Plus tard, lorsque l'étiquette du communisme ne prit pas, ils impliquèrent Pridi dans l'affaire du "régicide". Bien que Pridi ait été prouvé innocent par de nombreuses décisions de tribunaux, ses détracteurs, jusqu'à ce jour, continuent de l'associer à la mort du roi Rama VIII. Pendant longtemps, je ne fus moi-même pas épargné par cette croyance.

⁸ Voir Annexe IV

II

Le 9 juin 1946, sous le gouvernement Pridi, on a découvert le roi Rama VIII mort dans sa chambre, une balle dans la tête. Ma famille et moi-même identiâmes un lien entre la mort du jeune monarque et nos préjugés à l'encontre de Pridi. Bien que nous respections Pridi dans sa fonction de régent pendant la guerre et pour son aide dans l'organisation du mouvement Seri Thai, son ascendant politique sur Khuang Aphaiwongse, le chef des Démocrates (Prachathipat), nous tourmentait beaucoup. Nous croyions que Pridi complotait la chute de notre cher Khuang afin de poursuivre ses propres ambitions politiques lascives. Des rumeurs de la même veine couraient et renforçaient nos convictions qui n'étaient d'ailleurs pas fondées.

Par nature, je suis très critique de tout gouvernement en place ou de toute concentration de pouvoir, de quelque couleur politique qu'ils soient. Bien qu'âgé de treize ans seulement, je désapprouvais le gouvernement Pridi sur bien des points, nonobstant le fait que certains de ses ministres étaient de proches amis de mon père. Je les connaissais même personnellement. De plus, j'ai tendance à prendre le parti des opprimés et des vaincus. Une telle disposition de caractère a ses bons et ses mauvais côtés. Dans le cas présent, les conséquences de cette attitude furent plus négatives que positives. En d'autres mots, je sympathisais avec Khuang et des Démocrates (Prachathipat) et fustigeais le gouvernement Pridi en place. En accord avec mon milieu conservateur et mon éducation, mon caractère me portait à peu estimer Pridi.

La nouvelle de la mort du roi nous bouleversa, nous fâcha et nous embrouilla. D'une part, nous avions sincèrement le cœur brisé par le décès du jeune monarque ; au milieu des larmes et des sanglots, nous nous lamentions sur le fait qu'une fois encore, le pays se retrouvait privé d'un facteur unificateur. D'autre part, nous trouvions difficile de croire que sa mort était, comme le gouvernement l'affirmait, un accident. Les événements qui suivirent nous amenèrent bientôt — aussi tristes et perplexes que nous

fûmes — à accuser le gouvernement d'essayer de masquer le drame.

Dans une tribune libre, plusieurs membres du parlement condamnèrent le gouvernement pour n'avoir pas fourni une autopsie soigneusement établie du corps du monarque. La Croix Rouge Thaïlandaise fit remarquer que celui-ci présentait plusieurs lésions que le gouvernement manqua ou négligea de mentionner dans son rapport. On laissait aussi entendre la possibilité que le roi fut assassiné ou se soit suicidé. Les rumeurs et doutes culminèrent finalement en un acte des plus sordides : dans un cinéma populaire, quelqu'un cria que Pridi avait assassiné le roi.

La personne coupable d'avoir accusé Pridi fut par la suite arrêtée, et il fut établi que M.R. Kukrit Pramoj (alors membre du Parti Démocrate), allié à d'autres notables, se trouvait derrière cet acte. Comme nous admirions le Parti Démocrate et Kukrit étant l'un de nos hommes politiques favoris, nous nous rendîmes à la théorie de complot qui voulait que Pridi ait assassiné le roi. Il est vrai qu'à cette époque, il n'était plus au pouvoir, mais nous soupçonnions que les gouvernements civils successifs n'étaient que des pions entre ses mains, il était le maître du jeu. Nous pensions que ces gouvernements cherchaient à cacher la conspiration derrière la mort du roi pour éviter que leur maître ne soit reconnu coupable d'un crime. Une Commission d'enquête fut constituée pour enquêter sur la tragédie, mais ses conclusions étaient peu concluantes. Pire, une rumeur se répandit, disant qu'en réalité, Pridi manipulait la Commission d'enquête en coulisses.

Il est maintenant établi que le Parti Démocrate avait fort à gagner de la destruction politique de Pridi. En d'autres termes, si Pridi était banni de la scène politique, le pouvoir des deux partis politiques le soutenant, qui avaient la majorité au Parlement, serait ébranlé. Une fois ses opposants anéantis, le Parti Démocrate pourrait mettre en place un nouveau gouvernement. A cette époque, cependant, j'étais trop jeune pour être au fait du cynisme, de l'égoïsme et de l'opportunisme dont les hommes politiques font preuve. En outre, la popularité déjà ébranlée du gouvernement Pridi déclina encore quand il imposa une censure stricte à la

presse qui oserait critiquer son rôle dans la façon de traiter l'affaire du "régicide".

Un putsch éclata le 8 juin 1947. Nous trouvâmes des excuses à ses auteurs, parce qu'entre autres, ils promirent de réouvrir l'enquête sur la mort du roi. Comme on pouvait s'y attendre, avec l'aide du Parti Démocrate, les auteurs du coup déclarèrent que le roi avait été assassiné et que le principal coupable n'était autre que Pridi Banomyong. Quoique Pridi n'eût pas tiré la balle mortelle qui tua le roi, il était le cerveau du complot. La presse anti-Pridi et les journaux aux mains des Démocrates (Prachathipat) — tous des conservateurs — furent rapides à adopter et disséminer la théorie du complot. Il faut reconnaître qu'à cette époque, j'admiraï le courage de ces journaux qui disaient la vérité à la face du pouvoir.

En outre, Tangai Suvannathat, notre député Démocrate (Prachathipat) de Thonburi, produisit une pièce de théâtre et la montra dans notre partie de la ville au lieu de Bangkok (le fleuve Chaophraya sépare Bangkok de Thonburi). Il prétendit ne pouvoir trouver de théâtre à Bangkok pour présenter son oeuvre. Sa pièce s'étendait sur le thème du régicide et impliquait Pridi dans le meurtre, ajoutant une vague de plus à la marée de tirades injustes à l'encontre de Pridi.

Bien que j'aie cessé d'être novice pour poursuivre mes études secondaires, je fréquentais toujours le temple où j'avais été ordonné. J'y avais bien des occasions de me tenir au courant des dernières rumeurs et mensonges sur Pridi, parce qu'une petite coterie de nobles utilisait le temple comme centre de conférence pour y échanger des diatribes contre lui — leur passe-temps favori, semblait-il. Laissant leur grotesque imagination se déchaîner, ils inventaient des histoires de tentatives nombreuses d'atteinte à la vie du roi par Pridi et le Seri Thai. Pour ne citer qu'un exemple, ils disaient que le Seri Thai (entendez Pridi), avec malveillance, avait suscité l'intérêt du roi pour les armes à feu pour que le jour de l'assassinat, l'entourage royal pense que le coup de feu était un entraînement. En fait, l'arme qui le tua était un cadeau du Seri Thai. Il importait peu que cette histoire soit pleine de

demi-vérités et déformations. Comme elle était répétée à l'envi par un grand nombre de nobles bien en vue, elle était crédible à mes yeux : un noble rendait crédible un mensonge.

Sous peu, trois individus prétendument impliqués dans le "régicide" furent arrêtés. Phra Phinitchonkadi (Pinit) assumait le rôle de procureur. J'avais toujours admiré Pinit et quand j'appris que, à la suite de sa brouille avec le Parti du Peuple, il fut évincé du gouvernement, mon respect pour lui se renforça. À mes yeux, il était parfait pour le rôle de procureur, malgré le fait qu'il soit le beau-frère des frères Pramoj.

Ensemble, Kukrit Pramoj et Pinit menèrent une attaque sur deux fronts pour truquer les résultats du jugement. Le premier publia quotidiennement de la propagande dans son journal *Siam Rath*, proclamant les vertus d'une société dirigée par l'élite (particulièrement à travers le beau roman *Quatre Règnes*) et attisant la haine publique envers les trois prétendus meurtriers. Le second falsifia avec frénésie les preuves pour arriver à ses fins. Par exemple, ni les deux serviteurs du roi qui enterrèrent son oreiller couvert de sang et touchèrent ses blessures à la tête, ni les personnes qui le leur avaient ordonné, ne furent mises en détention ou interrogées. Le jugement grotesque atteignit son apogée dans la condamnation à mort des trois prétendus coupables. Un tribunal fantoche n'aurait pas fait pire. Mon besoin de sang satisfait, en bon bouddhiste, je me réjouis des décisions de la cour. J'approuvais également le jugement de la cour qui impliquait que les mains cachées de Pridi pouvaient être senties dans le "régicide."

Je ne pouvais pas savoir que les opportunistes politiques et les archi-conservateurs infiltraient tout le système judiciaire, amenant beaucoup d'avocats à refuser de défendre ce cas. Ceci était en partie dû au fait que je faisais trop confiance à la fois au journal *Siam Rath* et au système judiciaire du pays.

La nature et le cours du procès étaient un grand sujet d'intérêt pour nous, étudiants thaïlandais en Grande-Bretagne, engendrant souvent des débats stimulants et des discussions animées. J'appris d'un ami que le chef des témoins à charge, Tee Srisuvan, avait été élevé par Phra Pinit et avait été incontestablement préparé à

témoigner de la façon dont il le fit. La cour croyait pratiquement chaque mot de son témoignage. Etudiant le droit britannique à l'époque, je devais admettre que ce témoin manquait de crédibilité. Mais quand j'eus réalisé que mon ami était lui-même lié à un proche de Pridi, j'écartai petit à petit son scepticisme du processus judiciaire.

Lorsque je travaillais pour la BBC, plusieurs de mes collègues étaient membres de la noblesse thaïlandaise, et donc proches de la famille royale. J'en suis venu à apprécier l'une d'entre eux et nous devînmes plutôt proches. Elle me dit que, tout en respectant Pridi, le fait qu'il refuse de rentrer au Siam pour affronter les accusations de régence prouvait sa culpabilité. Clarifiant son argument, mon amie ajoutait que Pridi n'avait rien à craindre du système judiciaire thaïlandais parce que, en tant que juriste et professeur de droit renommé, il avait beaucoup de protégés au Ministère de la Justice. Ils pourraient toujours l'aider et le sauver.

La logique de mon amie aristocrate influença fort ma perception de Pridi et du procès. Néanmoins, j'avais toujours du mal à accepter les raisons pour lesquelles Pridi aurait voulu assassiner le roi. Au début, je trouvai trois raisons suffisantes pour expliquer la décision monstrueuse de Pridi. Aucune des trois n'était originale. En effet, elles émanaient des rumeurs diffusées par la classe dirigeante et conservatrice. La première suggérait que le roi assassiné était très insatisfait de la composition de la bureaucratie et du gouvernement, infestés, disait-on, des collaborateurs incompetents de Pridi. La deuxième prétendait que le roi avait l'intention d'abdiquer en faveur de son frère afin de se faire élire Premier ministre. Sachant que les masses seraient en faveur du roi, le Parti du Peuple, inquiet pour son avenir politique et ses réformes, décida d'éliminer la menace avant même sa conception. La troisième rumeur, tout aussi mal fondée, disait que jaloux, Pridi craignait de bientôt perdre son rôle international parce que le jeune monarque attirait beaucoup d'attention et de respect de la part des grandes puissances.

Ces trois arguments (comprenez inventions) perdirent leur attrait lorsque j'étais étudiant en Grande Bretagne. Je fus incapable

de trouver de nouveaux arguments convaincants pour les remplacer. Cependant, comme on dit, les vieilles habitudes ont la vie dure. Mon éducation conservatrice, ma haine de tout gouvernement en place, le fait que je voyais la démocratie d'un mauvais oeil et ma foi en la monarchie absolue et la noblesse, me poussaient à rendre Pridi responsable de la mort du roi. J'insistais sur le fait que quoiqu'il en fût, Pridi devait être responsable de la tragédie. Il n'avait peut-être pas tiré lui-même le coup mortel, mais il avait certainement fait part de sa colère aux écuyers du roi. En conséquence, conclusai-je dans une version thaïlandaise du meurtre de Thomas Becket, l'Archevêque de Canterbury, Pridi jouant le rôle de Henry II, amena ses hommes de mains à penser qu'il voulait la mort du roi.

Rétrospectivement, durant les deux dernières décennies, j'ai été un royaliste invétéré. Cette affirmation a cependant besoin d'explications. J'ai essayé par presque tous les moyens de préserver le système monarchique. Mais je désire une monarchie qui repose sur des fondements d'honnêteté et de justice. Non moins important, je veux une monarchie constitutionnelle, qui complète et renforce la démocratie. En dépit de mes efforts renouvelés, beaucoup de conservateurs et royalistes, depuis 1967, m'ont accusé d'essayer de faire tomber la monarchie. Je peux maintenant mieux comprendre la frustration que Pridi doit avoir ressentie. A mon avis, si le système monarchique tombe, les conservateurs n'auront qu'eux-mêmes à blâmer. Ce sont eux qui ont exploité leurs relations royales pour leur égoïste intérêt personnel et pour s'élever au-dessus des autres. Prétendant être les bras et jambes du roi — le roi lui-même n'a aucun pouvoir officiel — ils ont, pour emprunter une métaphore, joyeusement bu le nectar dans les crânes des opprimés. En somme, ces royalistes auto-proclamés exercent un pouvoir "royal" au-delà même de celui du roi. Ainsi, si l'institution royale venait à disparaître, ces royalistes plus royalistes que le roi seraient — et il en serait impossible autrement — tenus pour responsables. Je dois maintenant admettre qu'un Pridi Banomyong seul ne peut amener la chute d'un tel pilier.

Pour revenir à notre propos, après huit ans d'études et de

séjour en Grande Bretagne, je fis un séjour en Thaïlande. Le maréchal Phibunsonggram était déjà tombé en disgrâce, il avait perdu le pouvoir en 1957. Par la suite, j'appris qu'au crépuscule de sa dictature, le maréchal se repentit un peu et essaya de corriger ses fautes. On me dit que Phibun essaya de faire revenir Pridi d'exil. (Comme on peut s'en douter, le journal ultra conservateur *Siam Rath* utilisa tous les mauvais tours qu'il avait dans son sac pour s'opposer au retour de Pridi, comme, d'une manière peu imaginative, ressortir l'histoire du régicide.) Il se battit aussi pour diriger la politique extérieure thaïlandaise, alors ouvertement et sans équivoque pro-américaine, vers la neutralité et le non-alignement. Par exemple, Phibun voulait reconnaître la Chine communiste. De plus, j'ai eu entre les mains un document suggérant que Phibun, agissant au nom de l'accusé dans le jugement du "régicide", appela par trois fois le roi Rama IX à la clémence.

Le léger revirement politique de Phibun était insoutenable pour les conservateurs. Menés par le maréchal Sarit Thanarat, et peut-être avec la collaboration tacite royale, ils s'unirent et renversèrent Phibun en 1957. D'une part, Kukrit Pramoj utilisa efficacement son *Siam Rath* comme porte-parole des conservateurs, propageant des "faits" fictifs à chaque fois qu'il le lui semblait approprié. Les longs tentacules du gouvernement américain pouvaient aussi être sentis dans le coup militaire de Sarit.

En 1958, je rentrai en vacances au Siam. A mon arrivée, Thanom Kittikachorn était toujours Premier ministre. Peu après, Sarit perpétra un coup d'état et exerça impitoyablement son pouvoir récemment acquis. Bien que je ne fusse pas encore un avocat farouche de la démocratie, le putsch de Sarit me donna des frissons dans le dos. Sarit dirigea le pays comme son fief personnel. Conformément à l'usage consacré de la guerre froide, il mit en avant le spectre du communisme pour avoir un prétexte pour gouverner d'une main de fer. Sarit lia Pridi au "régicide" afin d'empêcher son retour. Le maréchal raviva aussi la crainte que Pridi revienne au Siam pour s'y installer comme président ; c'est-à-dire que Pridi mette fin à la monarchie. Durant cette période,

Siam Rath soutenait les allégations de Sarit sur Pridi, et je m'opposais moi aussi au retour de Pridi.

Je passai mes vacances au Siam pour la deuxième fois en 1962. Autant que je sache, la plupart des Thaïlandais avaient déjà oublié Pridi et la mort prématurée du roi Rama VIII. Durant ce séjour, plusieurs membres de la famille royale m'accordèrent une audience. La diversité des opinions sur Pridi et sur la mort du roi me surprisent. Aucun, pour le moins en ma présence, ne s'engagea dans des attaques à l'encontre de la personne de Pridi. Certains avaient même des mots gentils à dire à son sujet.

Entre 1943 (ou même plus tôt) et 1983, il semble que les militaires et certaines des élites civiles du pays — sa classe dirigeante immorale — n'aient pas réussi à s'améliorer intellectuellement ou moralement d'un iota. A commencer avec Sarit Thanarat en 1957, la longue période continue de dictature militaire a anéanti ou émoussé à peu près toute forme d'honnêteté intellectuelle dans le pays. Oser s'exprimer ou, plus précisément, dire la vérité au pouvoir, était une pratique évitée. Les individus qui pensaient tout haut se retrouvaient souvent incarcérés ou exilés de force. Pour des raisons de sécurité personnelle, les intellectuels maintenaient un profil bas ou devenaient des experts en légitimation des crimes de la classe dirigeante. C'est sur cette toile de fond de désert intellectuel que je lançai la *Revue des Sciences Sociales* en 1963. Pour beaucoup de gens, ce magazine n'avait pas de position politique claire ; il n'était pas supposé en avoir une. Au lieu de cela, la quête ardente de l'honnêteté et les qualités inhérentes aux Thaïlandais conduisaient le magazine. Peut-être tout simplement parce qu'il était le seul en son genre, le magazine eut du succès dès la première année de sa parution. En tant qu'éditeur de cette revue, j'avais affaire à peu, si ce n'est aucune, ingérence externe. C'était peut-être parce que j'étais une figure relativement nouvelle sur la scène littéraire et intellectuelle ; je n'étais pas encore sur la liste noire. De plus, l'un des vice-premier ministres de Sarit faisait partie du conseil d'administration de la société savante qui portait le même nom

que la revue.

Début 1964, la maison d'édition Cassell m'envoya par avion de Londres un livre écrit par Rayne Kruger et intitulé *The Devil's Discus: An Inquiry into the Death of Ananda, King of Siam*. J'ai demandé à A.C. Pointor, mon ancien collègue à la BBC, d'en écrire un compte rendu pour la *Revue des Sciences Sociales*. Cependant, j'avais des doutes sur les thèmes du livre, et après l'avoir lu, j'écrivis mon propre compte rendu. (Kruger ne tenait pas compte de la théorie de l'assassinat et mettait en avant la théorie du suicide.) Dans ce compte rendu, incapable de suspendre mes préjugés, je dénonçais facétieusement et brutalement Pridi. Voici l'essence de mon propos :

"L'auteur suggère qu'incontestablement, la jeune génération thaïlandaise, particulièrement les détenteurs de diplômes universitaires, est lasse du manque de droits et libertés dans le pays. Pour elle, la voix de Pridi Banomyong résonne encore, appelant énergiquement à la liberté et la justice sociale. Pridi reste une icône de la démocratie, quoi qu'ayant à un moment porté l'étiquette de communiste. En tant que membre de cette nouvelle génération, je partage leurs convictions et inquiétudes. Moi aussi, j'aspire à la liberté et à la justice. Mais pour parler au nom de la majorité de ma génération, je peux dire que nous ne souhaitons pas le retour de Pridi. L'auteur a complètement manqué ce point crucial et élémentaire, montrant son lamentable manque de compréhension de la société thaïlandaise contemporaine et son manque de perspicacité intellectuelle. Il ne faut donc pas prendre avec sérieux son analyse des événements touchant à la mort du roi — aussi compliqués et embrouillés qu'ils aient été. Dans l'ensemble, ce travail mérite peu d'attention. Qu'un tel livre soit même écrit et publié suggère peut-être que quelqu'un ait secrètement financé le meurtre de la vérité historique."

L'implication était claire ; il suffisait de remplacer "quelqu'un" par "Pridi." En grande partie grâce à ce compte rendu, le lectorat de la *Revue des Sciences Sociales* s'élargit et cette publication fut bientôt connue de tous, pour des raisons diverses,

bien sûr. Pour les amis et protégés de Pridi, cet article était le comble de la mauvaise foi intellectuelle. Ils m'accusaient entre autres de faire preuve d'élitisme et de fonder mon article sur des préjugés personnels au lieu de faits et preuves. Rétrospectivement, la plupart de leurs reproches étaient justes et bien fondés. D'un autre côté, de nombreuses personnalités des cercles dirigeants me félicitèrent. L'un d'entre eux alla même jusqu'à suggérer que le roi m'accorde une audience. Beaucoup m'invitèrent dans leurs demeures, pour être précis, dans leurs palais. Pour eux, j'étais un serviteur du pouvoir brillant et plein d'avenir.

Mon article déranga et déçut Direk Jayanama, que je connaissais et respectais de longue date. Il m'écrivit un reproche modéré et poli qui néanmoins me blessa grandement. Il me rappelait qu'en tant que bouddhiste et avocat, je devais, avant de critiquer, me poser les deux questions suivantes : S'agit-il de la vérité ? Est-ce juste pour ceux qui sont concernés ? Direk ajouta que je devais fonder mes critiques sur des faits et preuves. Au cas où ils feraient défaut, je devais laisser le bénéfice du doute à l'accusé. Finalement, il suggérait que plutôt que de catégoriser de façon stéréotypique un groupe, je devrais évaluer individuellement ses membres. Il mentionnait que, comme dans toute famille ou organisation, le Parti du Peuple avait à la fois de bons et de mauvais éléments.

Puey Ungphakorn m'appri par la suite que mon article avait, et c'est bien compréhensible, rendu Pridi furieux. Je m'en tins assez longtemps avec ténacité à la position que j'exposais dans l'article. C'est seulement bien plus tard que je réalisai la pertinence des remontrances et de l'aperçu de Direk. En 1967, Direk mourut. Dans un essai, j'écrivis que je respectais grandement Direk, je ne pouvais témoigner de la même déférence envers le chef civil (c.-à.-d. Pridi) du parti politique dont il fut membre autrefois. Il est intéressant de noter qu'en dépit de notre longue amitié, je n'ai jamais demandé à Direk de me parler de Pridi en détails. J'étais trop enlisé dans mes propres préjugés pour chercher ou écouter des opinions opposées. Bien que Direk respectât et aimât Pridi, il n'a jamais cherché à m'imposer ses vues. Quand

Direk était hospitalisé et mourant, je lui rendis visite. Il me promit que s'il se rétablissait, il me dirait, dans mon propre intérêt, franchement tout ce que je voulais savoir au sujet de Pridi ou d'autres hommes politiques. Il affirma être prêt à remuer des affaires et secrets politiques dont la plupart des gens ne voulaient parler, par gêne. Direk ne se rétablit pas, et je perdis une rare occasion d'apprendre de la bouche même de son bras droit des renseignements sur Pridi.

Par la suite, de manière fortuite, je rencontrai Duen Bunnag (qui sera l'un des biographes de Pridi) sur un bateau utilisé par la Banque de Thaïlande pour recevoir des dignitaires de la Fondation Rockefeller. Il vint me saluer chaleureusement. Duen me dit qu'il me connaissait de part le compte rendu emphatique que j'avais écrit. Il ne critiqua pas cet article, mais continua en faisant l'éloge de Pridi. Duen parla brièvement de l'antagonisme personnel entre Pridi et le maréchal Phibun, puis passa à la rupture entre Pridi et Khuang Aphaiwongse. Sur le schisme Pridi-Khuang, il soutint que ce dernier était irrité par le fait que Pridi ne l'avait pas supporté dans son désir de devenir Premier ministre juste après la Seconde Guerre Mondiale. Quand Khuang devint finalement Premier ministre, il nomma Phya Srivisaravaja ministre. Pridi se sentit trahi, parce que Phya Sri avait autrefois essayé de détruire le Parti du Peuple sous le gouvernement Mano. Pourquoi inviter à nouveau l'ennemi ? La décision de Khuang suggérait qu'il avait coupé les ponts avec le Parti du Peuple pour retourner vers les conservateurs. L'un dans l'autre, j'ai trouvé notre conversation très édifiante et éclairante. Duen appartenait à la noblesse, mais avait toujours été du côté de Pridi et du Parti du Peuple.

Avant ma rencontre avec Duen, j'avais lu plusieurs de ses oeuvres sur Pridi. En fait, je connaissais ses oeuvres depuis 1958. Il faut reconnaître que j'avais secrètement admiré Duen pour son courage de publiquement faire l'éloge et prendre le parti de Pridi, personnage hautement impopulaire et largement méprisé des cercles dirigeants. De plus, Duen fut l'un des premiers à comparer dans un livre les vertus du programme de réformes

économiques proposé par Pridi, alors considéré comme tirant sur le communisme, à celles du gouvernement conservateur. Je mentionnai ce point dans notre conversation. Duen dit que Luang Vijit, bras droit et cerveau de Sarit, lui a dit que n'était-ce ce livre, le maréchal aurait nommé Duen dans l'équipe en charge de rédiger la constitution. Duen ajouta n'être pas le moins du monde déçu. Pour finir, il me rappela que lui aussi, comme Pridi, avait été accusé de communisme. Rejetant l'allégation, il mentionna que le clan des Bunnag auquel il appartenait, quoique aristocrate, était allié par mariage aux classes des marchands chinois et des propriétaires terriens. Il rappela aussi que la femme de Pridi, Madame Poonsuk, appartenait, elle aussi à la noblesse plutôt aisée. Il aurait pu ajouter pour en rire qu'ils auraient été les premiers à souffrir les conséquences d'un régime communiste. Lorsque j'étais encore sous le maléfice du journal *Siam Rath*, je fus amené à croire que lors de ses études à Paris, Pridi eut une querelle sérieuse avec le prince Charunsak, alors en poste en France. On me dit que les années ne firent qu'intensifier et accumuler la haine de Pridi pour le prince. Cherchant à apaiser la douleur causée par cette dispute, Pridi en colère mêla la vengeance personnelle au zèle révolutionnaire, et s'attela à faire tomber la famille royale symbolisée par le prince Charoon. Ainsi, la révolution de 1932 éclata principalement à cause de la tentative de Pridi de régler un vieux compte avec le prince. Et les masses devaient souffrir à cause de cette animosité personnelle.

Un livre de Duen me servit finalement d'antidote au mensonge empoisonné de *Siam Rath*. Il me fit l'effet d'une dose de caféine qui secoua mes nerfs longtemps engourdis pour les faire revenir à leurs sens. De plus, quand je rendis visite à Pridi dans sa maison dans la banlieue parisienne, il fit plus d'une fois l'éloge du prince Charunsak. Pridi confessa qu'il avait eu des heurts avec le prince, mais que c'était au sujet de grands principes. Il m'assura être en bons termes personnels avec le prince.

Si mon compte rendu de *The Devil's Discus* de Kruger en 1964 m'étiqueta d'acolyte au regard fou de la classe dirigeante conservatrice, mon article provocateur sur Kukrit Pramoj l'année

d'après rééquilibra la balance de ma réputation. Direk Jayanama, qui avait trouvé mon article sur Kruger plutôt de mauvais goût, dit que ce nouvel essai "défrayait la chronique." Il déclara que ça faisait trop longtemps que personne n'osait toucher à Kukrit, membre proéminent de l'establishment, lui laissant les mains libres pour déformer la réalité et les faits afin de renforcer la classe conservatrice. Tout en me complimentant pour mon tour de force, beaucoup de supporters s'inquiétaient de ce que ce rusé de Kukrit ne me laisserait pas en paix pour ce que j'avais fait. On me dit que même le roi était au courant de l'antagonisme qui se préparait entre Kukrit et moi.

Cherchant à se refaire une réputation, Kukrit le Grand Inquisiteur, ne me pardonna ni mes pêchés ni mon hérésie. En 1967, j'écrivis un article dans la *Revue des Sciences Sociales* intitulé "Quel avenir pour le Siam ?" Dans cet article, je rappelais avec solennité la chute d'Ayudhya, l'ancienne capitale, qui eut lieu il y a deux cents ans. J'essayais de tirer des leçons du passé pour faire la lumière sur le présent et l'avenir du pays. L'article mentionnait d'un ton moqueur le roi et l'un de ses passe-temps, la voile ; Kukrit, attiré par l'odeur du sang, se servit de l'incident comme d'un atout pour me traquer. Ajoutant de l'huile sur le feu, il m'accusa de lèse-majesté et intervint auprès du gouvernement pour qu'il m'arrête. Au dépit de Kukrit, le gouvernement ne me fit pas arrêter.

A cette époque, j'avais trente-cinq ans. Mon attitude négative envers Pridi n'avait pas changé, surtout en ce qui concernait son rôle dans le "régicide." De plus, j'accusais Pridi d'avoir amené une époque démocratique vide de sens, et parfois brutale, dont je fus l'une des victimes. Cette démocratie était loin de ma version idéale. Malgré tout, je laissai Voraput Jayanama publier son article sur le programme de restructuration économique de Pridi dans la *Revue des Sciences Sociales*. (Je ne dirigeais plus le magazine à cette époque, mais j'avais toujours de l'influence de par ma position au comité de rédaction.) L'article de Voraput était un hommage important à Pridi.

Au moment de la parution de l'article de Voraput, j'avais

déjà changé de travail. J'avais repris la direction d'un autre magazine, *Withayasarn Parithat*. Quand j'appris que Pridi avait définitivement quitté la Chine en 1970, je publiai en page de garde du numéro de novembre une photographie de lui et de sa femme en compagnie de Lord Mountbatten qui fut prise lors d'une visite en Angleterre. Un ami écrivit un bref article sur Pridi dans le magazine, on peut le résumer de la façon suivante. (En l'occurrence, Pridi finit par lire l'article et en fut content.)

Pridi visita Londres il y a à peu près trois semaines. Il fit un discours devant des étudiants thaïlandais. Même l'ambassadeur de Thaïlande, qui avait tout d'abord montré ou feint l'indifférence, était présent. Un ami qui y assista m'informa du contenu du discours de Pridi. A ma surprise, il dit que Pridi cita fréquemment les écritures bouddhistes. Quand on lui demanda qui fut impliqué dans la mort du roi précédent, Pridi insista sur le fait que les preuves présentaient des lacunes et étaient donc peu concluantes. Il affirma être certain d'une chose : il n'était lui-même ni responsable, ni impliqué dans la mort du roi ; et il avait assez de preuves irréfutables pour prouver son innocence. Quand on lui demanda pourquoi il avait fui le pays lors du procès du régicide, Pridi déclara que c'était largement pour des raisons de sécurité personnelle ; les auteurs du coup ayant essayé de raser sa résidence et de la réduire en cendres. Il informa son audience que les ambassades britannique et américaine à Bangkok avaient facilité sa fuite vers la Chine, à l'époque toujours sous le gouvernement instable de Chiang Kai Shek. L'une des dernières choses que Pridi mentionna fut qu'il poursuivrait bientôt Kukrit Pramoj en justice pour avoir loué les services de quelqu'un pour s'écrier dans un cinéma que Pridi avait assassiné le roi et pour avoir été de connivence avec Phra Pinit pour déformer et manipuler le procès. En remarque finale, mon ami déclarait qu'en dépit de son âge avancé, Pridi semblait plus avisé et vif que l'ambassadeur de Thaïlande à Londres.

Withayasarn Parithat était un magazine dépourvu de couleur politique, qui s'intéressait à l'échange libre des idées et de l'information, ainsi qu'aux questions de vérité et de justice. Le

magazine n'était donc pas un forum pour la promotion de la haine et de la propagande. Un auteur soumit un jour un article affirmant que Puey Ungphakorn faisait tout son possible pour essayer de faire rentrer discrètement Pridi en Thaïlande pour lui faire assumer le poste de président. Trouvant l'article moins que crédible, j'ai pris des renseignements sur l'auteur, cherchant à connaître ses sources et ses preuves. Comme je m'en étais douté, il n'était pas capable de m'en fournir. Finalement, il admit que son chef, à *Siam Rath*, M.R. Kukrit Pramoj, lui avait demandé d'écrire cette histoire forgée de toute pièce. Cherchant en vain à étayer cette fiction, — car c'est de cela qu'il s'agissait — l'auteur prétendit que d'après Kukrit, le roi, informé de sources occidentales, lui avait rapporté les projets de Pridi et Puey. L'auteur retira finalement l'article, admettant qu'il s'agissait d'une histoire montée de toute pièce et que Kukrit l'avait renvoyé de *Siam Rath*, probablement pour insubordination et pour refus de répandre cette tromperie calomnieuse.

Le moment semblait fort opportun pour chercher un terrain d'accord avec Pridi. Malheureusement, nos routes, principalement par ma faute, bifurquèrent à nouveau. Un livre commémorant le soixante-douzième anniversaire de Pridi entra en ma possession, et je ressentis le désir incontrôlable d'en faire la critique. *Withaya-sarn Parithat* n'existait alors plus, alors j'écrivis un article dans un autre magazine, *Common People*. Comme d'habitude, j'essayai de fournir une analyse différente ; c'est-à-dire différente des autres critiques sur le sujet.

Je commençais l'article par les louanges de Pridi, particulièrement pour son rôle dans le mouvement Seri Thai. Appelant au respect public, je lui plaçais favorablement sur la liste des "libérateurs" du pays. Pour le remercier, je suggérais qu'on permette à Pridi de rentrer au royaume, qu'on lui permette de finir ses jours dans son propre pays. Ensuite, néanmoins, je commençais à changer de ton ; je lançais un certain nombre de coups irritants envers Pridi. J'avançais qu'il avait payé pour ses erreurs et péchés de par son exil. Peut-être s'était-il quelque peu repenti. Mais si on lui permettait de rentrer, il ne devrait pas

avoir le droit de refaire de la politique.

J'écrivais que la classe dirigeante jouait à un jeu dangereux en interdisant à la jeune génération de prendre des informations sur Pridi ou même d'en discuter. Cela ne pouvait résulter qu'à accroître la popularité de Pridi et même à lui donner des proportions mythiques. Pour renforcer mon argument, je citais l'exemple du gouvernement taiwanais qui lui, encourageait la jeunesse à s'intéresser à Mao Tse Tung. J'appelais les classes dirigeantes thaïlandaises à ne pas faire affront à l'intelligence des masses ; elles savaient qui était digne de respect et qui ne l'était pas.

Je terminais en concluant que la classe dirigeante avait déplorablement mal utilisé Pridi. Pour des raisons d'opportunisme politique, elle en faisait le bouc émissaire expliquant tous les maux socio-politiques. La viabilité et la pérennité de la famille royale étaient même présentées comme dépendant de Pridi. J'avais que le gouvernement devrait tirer des enseignements de sa sagesse et son expérience et apprendre à les utiliser à son profit. Par exemple, il pourrait nous fournir des renseignements valables sur la Chine et le Nord-Vietnam, deux pays qu'il connaissait intimement.

Il est clair que comparé à mon article dans *Common People*, ma critique de *Devil's Discus* était bien plus intransigente et brutale, comme si j'avais été atteint par la rage. Cependant, ce dernier article était comme une insulte de plus à un Pridi déjà blessé ; après avoir supporté plusieurs coups violents, on pouvait comprendre qu'il ne puisse plus tolérer mes pointes et mes morsures sans me rendre la pareille. Le 24 juin 1972, Pridi publia un petit livre de cinquante-cinq pages, *On the Origins of the People's Party and Thai Democracy*. Il y consacre à peu près sept pages à me dénoncer, me traitant, entre autres mots charmants, de "débris détestable de l'aristocratie corrompue, de parasite social et de charognard arrogant et égoïste." Rétrospectivement, je pense que ces descriptions étaient justes. A cette époque, cependant, la lecture de ces remarques me fit enrager comme une bête. Aussi riposté-je par une salve furieuse de contre-dénonciations dans un article publié dans *Future*, un magazine dont j'étais le

rédacteur en chef. Les dés étaient joués. Il semblait qu'il n'y aurait aucun *modus vivendi* possible entre Pridi et moi dans un proche avenir.

A l'époque de cette pénible affaire, Puey Ungphakorn était professeur à Cambridge et je lui rendis visite. Il me dit que Pridi était plus à blâmer que moi pour avoir envenimé l'affaire : Pridi n'aurait pas dû m'attaquer personnellement. Puey m'informa que mon article du *Devil's Discus* avait grandement irrité Pridi. Néanmoins, il me reprocha d'avoir répondu à ses assauts et d'avoir fait monter la tension. Dans notre conversation, Puey parla de Pridi par intermittence. Il dit qu'en ce qui le concernait, il était convaincu que Pridi n'était pas impliqué dans la mort du roi. "Mais", continua-t-il, "vous avez tous les droits de croire le contraire. Nos vues diamétralement opposées [sur Pridi] ne doivent pas nous empêcher d'être amis. En réalité, je crois que nous avons des opinions différentes sur de nombreux autres sujets ; il suffirait de les énoncer."

Puey ne m'a jamais contraint à abandonner ma conviction tenace que Pridi a joué un rôle dans la mort du roi. Il m'en apprit plus sur Pridi sous la dictature Thanin, alors que nous étions tous deux en exil en Grande-Bretagne. Un jour, il s'enquit même de savoir si je voulais l'accompagner à Paris où il allait rendre visite à Pridi. Mes préjugés me firent naturellement refuser son offre. Au fond de moi, je craignais que Pridi ne me mette à la porte de chez lui.

Enfin, je réalisai que je connaissais beaucoup d'amis et personnes proches de Pridi. Pourquoi ne pas mettre à profit la connaissance de première main qu'ils avaient de lui ? En priorité, je voulais connaître leurs vues sur la mort du roi. Simultanément, je commençai à lire et relire de nombreux documents émanant de sources directes ou indirectes sur le "régicide." De nouvelles preuves firent aussi surface. Tee Srisuvan, le principal témoin à charge dans le procès du régicide, admis avoir menti lors de son témoignage. De plus, j'eus des entretiens avec de nombreuses personnes, dont la femme du premier ambassadeur des Etats-Unis auprès du Siam après la guerre, ainsi que le chirurgien

américain qui avait examiné le corps du roi. Ce dernier m'affirma que le roi n'avait pas été assassiné et que le procès était donc grotesque. Cette preuve, ainsi que d'autres que je découvris plus tard, montrait que mon analyse du *Devil's Discus* était fondamentalement erronée.

Les cauchemars du 14 octobre 1973 et du 6 octobre 1976 montraient le besoin urgent de compassion et de Dharma dans la gestion politique du pays. Je commençais à questionner de plus en plus les vertus et l'intégrité des cercles dirigeants, où la corruption, la tromperie et l'abus de pouvoir semblaient avoir été institutionnalisés. Au moins, je concluais qu'un retour à la monarchie absolue et à l'aristocratie ne contribuerait ni à une amélioration sociale ni à la justice.

Je ne maintenais pas de contact direct avec Pridi, mais des nouvelles de lui me parvenaient souvent à travers des amis (qui, incidemment, étaient aussi ceux de Pridi). Mes amis m'informèrent que certains des enfants de Pridi l'avaient critiqué pour m'avoir rageusement dénoncé dans son livre. A leur avis, leur père avait tort de se faire un ennemi de Sulak Sivaraksa, une personne qui se battait elle aussi pour la vérité, la liberté et la justice. Ils firent observer que Pridi ne faisait qu'accentuer son isolation en ne se liant qu'avec des personnes qui étaient le plus souvent d'accord avec lui. Il lui dirent qu'en dépit de différences énormes, ce Sulak pourrait être un allié valable dans la lutte pour une société meilleure. On me dit que Pridi tint compte du conseil de ses enfants, acte honorable qui montre l'ouverture de son esprit de son cœur. Par la suite, par le biais de sa femme, Pridi m'envoya régulièrement ses ouvrages dès leur parution. J'étais parfois le premier à les recevoir.

Pridi m'avait tacitement tendu une branche d'olivier, et je compris peu à peu pourquoi il devait constamment défendre sa réputation par voie judiciaire ou par des écrits. Il m'apparut qu'il était victime de la brutalité sadique de la classe dirigeante à un niveau qui échappe à tout commentaire ; ainsi que de l'injustice sociale. Je m'identifiai à sa situation malheureuse. A cette époque, c'est-à-dire dans les années soixante-dix, je souffrais

d'un sort similaire : ma réputation avait été sévèrement ternie, ma librairie avait été incendiée ; ma femme était menacée d'emprisonnement arbitraire ; je vivais en exil ; etc. Ces injustices étaient cependant bien petites comparées à ce que Pridi avait eu à faire face ou à ce qu'il devait affronter. Et je trouvais déjà ma situation intolérable.

Sous la dictature de Thanin, de 1976 à 1977, le vent de l'exil me porta çà et là, en Grande-Bretagne, aux Etats-Unis et au Canada. Je fus autorisé à rentrer au Siam en 1978. De retour, je me retrouvais sans emploi. Heureusement, une bourse du Conseil Américain de Recherche en Sciences Sociales me permit de poursuivre des études post-doctorales sur le prince Damrong, grand historien et bras droit de Rama V. Cette recherche aboutit à la publication d'un livre, dans lequel je mentionnais Pridi à la hâte mais — pour la première fois — de façon favorable dans la préface. Il va sans dire que mes remarques favorables émanaient de faits et preuves que j'avais personnellement accumulés.

A partir de 1978, je commençai à lire de nombreux ouvrages de ou sur Pridi. Je dois admettre que certaines de ses œuvres sont terriblement difficiles à saisir, alors que d'autres sont intellectuellement satisfaisantes et écrites avec beaucoup d'humour. Cependant, je ne suis pas toujours d'accord avec ses vues. Une plus grande exposition à ses œuvres et idées, couplée à de nouvelles preuves que j'avais collectées, amoindrirent petit à petit les vestiges de mes préjugés envers lui, pour finalement les effacer.

En mai 1980, je reçus une copie du livre *New Rulings on the Death of King Rama VIII*. Le livre était publié pour commémorer le quatre-vingtième anniversaire de Pridi qui était né ce mois-là. On me dit que Madame Poonsuk s'était assurée que je sois le premier à le recevoir. C'était le 11 mai en fin d'après-midi, et je rentrais tout juste d'un voyage en Chine. Bien que fatigué, je lus le livre d'un trait avec beaucoup de soin et d'intérêt jusqu'aux premières heures du jour. Ce livre me fit l'effet d'une poussée finale qui me libéra des liens oppressants de la tromperie et du sectarisme qui, pendant trop longtemps, avaient asphyxié mon

esprit et mon cœur ; un lien que, sans aucun doute, le vieux cow-boy de *Siam Rath* était en partie responsable d'avoir noué et manipulé.

Je passai la grande partie du jour suivant à me rendre compte avec peine et culpabilité de l'ampleur de mon incompréhension envers Pridi et du mal que je lui avais fait, et à chercher comment au moins adoucir les effets de mes actes. C'est ainsi que je me repris et que je lui écrivis une lettre d'excuses que je postai le 13 mai. Dans cette lettre, je souhaitais à Pridi une longue vie et une bonne santé afin qu'il continue à se battre pour la vérité et la justice pour le bien de l'humanité. Je me lamentais aussi sur le fait que les gouvernements thaïlandais successifs n'aient pas cherché à mettre à profit sa grande expérience et son savoir. Ensuite venait le cœur de ma lettre. J'écrivais :

“C'est avec regret que je dois admettre avoir, sans aucune considération, porté atteinte à votre intégrité, et cela à la fois en pensées et en paroles (...) Bien que je n'aie jamais cru sincèrement que vous aviez assassiné délibérément le roi, je fis trop confiance au système judiciaire du pays et fus égaré par des rumeurs vous dépeignant sous un jour monstrueux. Mon ignorance et mes préjugés envers vous ressortent bien de mon article sur The Devil's Discus. J'étais à l'époque trop endurci pour me rendre compte que mon article irréfléchi vous avait mis au supplice. J'appris aussi que Direk Jayanama avait été rendu furieux par mon article. Il est peut-être impardonnable de ma part d'avoir manqué de faire parler Direk de façon un peu plus intime à votre sujet. Néanmoins, j'ai par la suite fait des recherches assez extensives sur la mort mystérieuse du roi, lisant de nombreux témoignages directs et indirects et interrogeant un grand nombre de personnes. Je pense avoir acquis une meilleure compréhension de ce qui s'est passé. Le retournement du témoignage de Tee Srisuvan m'a aidé particulièrement parce que j'avais toujours douté de son intégrité (...) [Ceci, ainsi que d'autres nouveaux éléments] montre le caractère arbitraire et le manque de fiabilité du système judiciaire thaïlandais (...)”

“Je vous demande de me pardonner d'avoir porté atteinte

à votre réputation (...) à plusieurs reprises. Si possible et si le temps le permet, je voudrais vous présenter mes excuses les plus sincères et vous rendre hommage en personne à votre résidence à Paris."

J'envoyai des copies de cette lettre à plusieurs personnes qui m'avaient servi de "lien" avec Pridi, comme Puey Ungphakorn, Supa Sirimanon et Karuna Kusalasai. De manière respectable, ils ne m'avaient jamais imposé leurs vues et ne m'avaient jamais déconsidéré pour mes convictions. L'un d'entre eux me dit simplement qu'un seul cil dans l'œil pouvait empêcher une personne de voir une importante chaîne de montagnes, aussi intelligente soit-elle. Je suis heureux de pouvoir dire que j'ai ôté ce cil de mon œil. Une majestueuse chaîne de montagnes est un symbole approprié pour Pridi.

Plusieurs semaines plus tard, je reçus la réponse écrite de Pridi, datée du 23 juin. Il écrivait qu'il avait été "transporté de joie" par mes vœux chaleureux et, de façon tout aussi importante, par ma reconnaissance de son innocence. Afin d'apaiser ma conscience coupable, il affirma non seulement me pardonner mes méfaits envers lui, mais loua aussi mon repentir. Pridi insista pour dire que peu de gens sont prêts à accepter et rectifier les erreurs émanant de leurs actes et conceptions erronées. En conclusion, Pridi écrivait : "J'ai le sentiment de vous avoir fait du tort en utilisant des mesures inappropriées pour contrer vos charges. Je vous demande donc par la présente de me pardonner." Il est clair que Pridi était admirablement doux, bienveillant et attentionné. — en somme, un vrai gentleman bouddhiste.

A partir de ce moment, Pridi m'envoya régulièrement ses nouveaux livres et articles à lire ; cette fois-ci, en son nom. Nous n'avions toujours pas eu l'occasion de nous rencontrer en personne. Alors que je me trouvais en Europe fin 1981, je rencontrai une vieille connaissance à Bruxelles. Par coïncidence, mon ami était proche de Pridi et de sa femme. Il m'encouragea à appeler Pridi à Paris. Je suivis le conseil de mon ami et l'appela le premier novembre, alors que je me trouvais en transit à l'aéroport de Paris. Pour une période assez longue, je parlai à Pridi et à Than-

puying Poonsuk. Entre autres choses, Pridi m'exhorta, pour des raisons de sécurité personnelle, à surveiller attentivement les militaires thaïlandais et leurs opérations clandestines. A la fin de notre conversation, je rayonnais de joie et de contentement. (On me dit plus tard que Pridi avait regretté n'avoir pu me rencontrer en personne et n'avoir pu discuter plus longtemps avec moi. Il déclara que le son de ma voix suggérait que j'étais un homme de grande volonté. Pridi y regarda probablement à deux fois lorsque nous nous rencontrâmes finalement.)

Pour faire un saut en arrière dans le temps, en 1980, je découvris que Pridi ressortit un film, *Le Roi à l'Eléphant Blanc*, qu'il avait écrit et produit durant les affrontements frontaliers franco-thaïlandais des années 1930. Plusieurs copies de la réédition parvinrent à Bangkok. Enfant, j'avais vu le film. Je voulais passer la nouvelle version à la *Siam Society*, club très conservateur que les expatriés utilisaient pour avoir accès à l'aristocratie et la famille royale. Mais j'étais alors en charge de son programme et fus même à un moment donné le rédacteur en chef du *Journal of Siam Society*. J'écrivis à Pridi pour lui demander la permission de projeter son film et il me l'accorda. Beaucoup, à la *Siam Society*, ignoraient tout de l'amitié naissante entre Pridi et moi. Ils me demandaient généralement pourquoi je ne m'opposais pas à la projection du film à la *Society*. Pridi donna l'autorisation à la *Society* de faire sa propre copie et me donna pleine autorité pour décider où et quand le projeter. Depuis lors, je fais projeter le film à la *Society* une fois par an.

En 1982, j'écrivis et publiai un livre intitulé *Living Like the Thai in the Third Century of the Rattanakosin Era*. Je le dédicaçai à Pridi et lui rendit hommage dans la préface. En quelques mots, j'avais que le peuple thaïlandais devrait commencer le nouveau siècle de la période Rattanakosin avec compassion, honnêteté et tolérance — des qualités humaines essentielles. Puis je fustigeais les injustices immenses que la classe dirigeante avait faites ou faisait encore à Pridi. Finalement, je demandais que les élites dirigeantes autorisent le retour au Siam de Pridi, le seul grand homme politique du pays. J'avancai que même l'homme fort de

la Birmanie, Ne Win, avait permis à U Nu de rentrer au pays.

Pridi reçut une copie du livre par l'intermédiaire d'un de mes amis. Pour montrer sa gratitude, il m'écrivit une lettre datée du 11 février 1982, me remerciant de mes efforts. En l'occurrence, je rendis visite à Pridi chez lui à Paris au mois d'août de la même année. Apparemment, il était très heureux et impatient de me recevoir. Ce fut une rencontre des plus mémorables. Nous discutâmes d'une multitude de questions, principalement d'événements du passé. Bien que Pridi ait déjà plus de quatre-vingts ans, son esprit était toujours aussi tranchant qu'une lame de rasoir, et je fus dûment impressionné. Comme on pouvait s'y attendre, Pridi était aussi très modeste. Le deuxième et dernier jour de notre rencontre, nous décidâmes que, à l'occasion du cinquantième anniversaire de la démocratie thaïlandaise, en juin 1982, toutes les œuvres majeures littéraires de Pridi seraient compilées et éditées en volumes facilement accessibles. Il permit la réimpression de toutes ses œuvres excepté celle intitulée *On the Origins of the People's Party and Thai Democracy*. Il dit à ses éditeurs que ce livre avait été écrit sous l'influence de préjugés et malentendus et qu'il peignait un de ses "amis proches" sous un mauvais jour. Pridi remarqua qu'il n'avait pas le temps de réécrire le livre sous une forme plus acceptable et devait donc en refuser la publication.

Bien que je n'aie rencontré Pridi que deux fois, je sens que les observations suivantes sont justes. Premièrement, c'était un homme vertueux qui faisait trop confiance aux autres pour rester durablement en politique et être capable d'en affronter les tempêtes. Deuxièmement, les idées et croyances de Pridi étaient fort en avance sur son temps. Même ses étudiants étaient incapables de comprendre et pénétrer le cœur de ses pensées. Troisièmement, comme c'était un flambeau social, et surtout un flambeau hautement intelligent et presque insondable, il s'attira l'envie et l'hostilité des autres. Certains ne le haïssaient pas forcément — comme ce Sulak — mais ils n'aimaient pas du tout ce qu'ils ne pouvaient ni comprendre ni prendre en faute. Quatrièmement, Pridi avait une compréhension en profondeur de la société thaïlandaise ;

c'est-à-dire, à la fois des masses et des cercles dirigeants. Cinquièmement, il voulait une démocratie constructive et participative pimentée d'idées socialistes et libertaires. Aussi, voulait-il une société plus "rationnelle" qui ne soit pas embourbée dans les superstitions et mythes de la classe dirigeante — contes de fées qui légitimaient la nature abusive et exploiteuse des élites. Enfin, Pridi appartenait à cette race rare et en voie de disparition d'intellectuels responsables, refusant de se prosterner devant quelque forme de pouvoir que ce soit ou d'avancer aux dépens de la majorité. Toute sa vie, il servit de voix aux marginalisés et aux sous-représentés, menant ainsi à sa propre "marginalisation."

Début 1983, je terminais et publiais un autre livre. Comme pour mon ouvrage précédent, j'y rendais hommage à Pridi. Malheureusement, Pridi décéda avant que le livre ne soit terminé, mais il en avait lu une ébauche. Mon retournement de position soi-disant récent au sujet de Pridi surpris et troubla certains critiques. L'un d'entre eux fit remarquer que j'écrivais au sujet de Pridi comme si nous avions toujours été les meilleurs amis du monde. Un autre, Prajak Daoreung, dans *Book World* (numéro de mars 1983), était plus au fait de la dynamique de mon histoire intellectuelle. Il mit correctement à jour le fait que je m'étais réconcilié avec Pridi, et que, d'une part, mes préjugés et mon éducation conservatrice, et, d'autre part, les rumeurs et la propagande gouvernementale de l'époque, étaient à l'origine de mon attitude négative initiale à son égard.

L'une des dernières choses que je demandai à Pridi fut une photographie dédiée. Il écrivit un commentaire au dos, le plus long qu'il ait jamais écrit, m'expliqua-t-il. Cette photographie dédiée est l'une de mes possessions les plus chères. L'inspiration que je reçus de lui de sa vision d'une société meilleure est cependant encore plus inestimable. Je fais le vœu de continuer sa lutte contre l'injustice, pour que la paix, la liberté, l'égalité et la compassion règnent dans le pays. C'est seulement lorsque la société thaïlandaise sera plus libérée que Pridi Banomyong sera largement respecté et compris.

Le dernier mot

Je suis flatté et honoré d'avoir l'opportunité de prendre la parole ici, au Parlement Thaï, une institution que Mr. Pridi Banomyong a fondé. Malheureusement, lorsque M. Pridi décéda en mai 1983, les membres de cette institution n'ont pas pris la peine d'observer une minute de silence pour lui rendre hommage, un manquement pour le moins ingrat et irrespectueux. La décision de plusieurs des principaux membres du Parlement de commémorer l'anniversaire centenaire de M. Pridi ici aujourd'hui devrait contribuer à effacer l'indigne faute morale qui, longtemps, a souillé cette institution. J'espère que désormais les députés et les sénateurs — qui, pour la première fois, ont été élus au suffrage universel — s'engageront à promouvoir une démocratie réelle dans le pays, et pas seulement nominal. Puissent les membres des deux chambres du Parlement consacrer la bienveillance et la compassion, encourager et défendre la justice, célébrer la valeur et le courage moral, et refuser de s'incliner devant toute concentration du pouvoir.

Tout d'abord, je voudrais exprimer ma gratitude envers M. Chaovalit Yongchaiyut, une personne qui, aussi faillible soit-elle, a eu la détermination et le courage de soumettre/proposer le nom de M. Pridi Banomyong à l'UNESCO dans le cadre de sa célébration des anniversaires des grandes personnalités et des évènements historiques.

La célébration d'aujourd'hui au Parlement se présente en fait comme l'évènement prépondérant de la commémoration de l'anniversaire centenaire de M. Pridi, un homme qui a délibérément dévoué sa vie pour servir la cause de la dignité humaine et du bien-être dans son pays. La souffrance qu'il a dû endurer et les sacrifices qu'il a dû faire étaient incontestablement immenses, tous convergeant vers la défense d'une conviction, celle selon laquelle tout individu a le droit inaliénable de participer à la gouvernance de son pays ainsi que d'assumer la responsabilité et le contrôle de son avenir — pareillement aux riches et privilégiés. Outre l'instauration d'une démocratie tangible et participative au

Siam, M. Pridi a joué un rôle capital en résistant de manière formelle ou informelle aux assauts de colonisation de la part des grandes puissances. Aussi, par en juger ses actions et ses qualifications, M. Pridi était un personnage significatif au même titre que les grands hommes Thaï comme le roi Taksin de Thonburi et le roi Naresuan d'Ayudhya. Néanmoins, M. Pridi était un homme du peuple qui, contrairement aux autres grands dirigeants de l'histoire Thaï, n'ambitionnait pas une gloire personnelle: il voulait simplement servir son peuple, en particulier les opprimés et les exclus, et défendre le système de la monarchie constitutionnelle.

Garantir que la monarchie demeure sous la contrôle de la constitution n'est pas un petit exploit. Il y a toujours des éléments, dans les cercles politiques, militaires et financiers, qui s'efforcent opportunément de vénérer la monarchie, tempérant ou même empêchant, de manière inconsidérée, toute critique envers cette institution. Alors, le pouvoir limité de la monarchie, tel que prescrit par la constitution, peut se métamorphoser en quelque chose d'(de plus) absolu. Cette tendance est devenue d'autant plus manifeste depuis que M. Pridi a été renversé illégalement du pouvoir et que la valeur siamoise a dévié du concept de *Santi Pracha Dhamma* (paix, démocratie et justice).

En cette occasion, j'escompte que les membres des deux chambres représentatives sont suffisamment dotés de courage moral et de capacité intellectuelle pour saisir l'importance qu'il y a de faire respecter le système de la monarchie constitutionnelle, aussi bien dans le fond que dans la forme. La constitution démocratique doit être la loi suprême du pays, garantissant l'égalité, la liberté, l'indépendance, et exigeant et valorisant pour tous les expériences de la vie — également pour ceux qui cherchent refuge dans le royaume. Nous ne devons pas ambitionner moins. Autrement, la monarchie ne pourra coexister paisiblement avec le peuple siamois, en particulier les pauvres et les marginalisés. Autrement, la monarchie sèmera le grain de sa propre destruction.

Les activités de commémoration vont continuer tout au long de l'année avec pour objectif d'accentuer la vigilance des siamois et de lutter contre l'amnésie historique et le révisionnisme. Il

serait souhaitable que la vision de M. Pridi et du Parti du Peuple inspire les siamois et les encourage à organiser une société civile vibrante, compatissante et responsable.

En tant que président des Comités sur le Projet de la Célébration Nationale du Centenaire de Pridi Banomyong, l'Homme d'Etat (secteur privé), je voudrais souligner un certain nombre de nos activités. Les activités de commémoration ont débuté le 24 juin 1999 aussi bien au niveau national qu'international. Elles ont reçu le soutien de la part de différents groupes des secteurs publics et privés. Je n'évoquerai ici que les principales activités qui ont eu lieu ce mois de mai. La célébration a commencé le 2 mai au Temple Banomyong, Ayudhya, lieu de naissance de M. Pridi, par des offrandes aux moines en mémoire du regretté M. Pridi. A l'étranger, une conférence et exposition sur la vie et les contributions de M. Pridi sera organisée dans différentes villes dans le monde (Berlin, le 13 mai, Paris, le 15 mai) jusqu'au 11 mai 2001. Par ailleurs, nous envisageons d'organiser un événement commémoratif capital à l'UNESCO, ceci en dépit de l'opposition farouche de la part des représentants Thaï.

Pour en revenir aux programmes organisés à Ayudhya, des universitaires et intellectuels venant d'Europe et d'Asie ont participé à un colloque organisé entre les 5-8 mai sur la politique alternative, la démocratie et la justice sociale. M.R. Sukhumbhand Pari-batra, le ministre des Affaires étrangères, a gracieusement présidé la cérémonie d'ouverture. Il y a prononcé une allocution sincère, louant l'ingéniosité de M. Pridi et évoquant les sacrifices et les contributions volontaires de ce dernier. D'après le Ministre, M. Pridi était un visionnaire, dont les idées sur la démocratie et la justice sociale étaient en avance sur son temps, un homme de paix qui mérite par conséquent notre enthousiasme.

Par ailleurs M.R. Sukhumbhand a gentiment invité tous les participants à dîner au Palais Suan Pakard. Dans une conversation privée, Monsieur le Ministre a confié que cet anniversaire du centenaire de M. Pridi représentait l'acte final de rédemption : la monarchie absolue est morte et enterrée, une observation avec laquelle je suis d'accord. Il a humblement demandé à toutes les

parties et factions de travailler ensemble pour la justice et la monarchie constitutionnelle dans le pays. Ceux qui connaissent bien l'histoire de Thaïlande sauront que la branche royale Pari-batra s'opposait diamétralement aux révolutionnaires de 1932. Mais aujourd'hui nous avons un membre, et non des moindres, de la famille Pari-batra qui prône la réconciliation et fait sincèrement l'éloge d'un leader civil des révolutionnaires. De la même manière, plusieurs membres de la branche royale Na Ayudhya ont apporté leur aide dans l'organisation des événements dans la province Ayudhya. Je pense sincèrement que ces gestes sont importants et significatifs.

Concernant le principal événement à l'université Thammasat le 10 mai: si le Premier Ministre avait affiché même un semblant de sincérité comme certains membres de son parti qui, ouvertement, ont condamné les fautes commises à l'encontre de M. Pridi, nous aurions été ravis, voire comblés. Cependant, en ce jour important, le Premier-Ministre n'a fait que louer de manière ridicule un petit nombre d'individus qui n'ont pas fait parti du mouvement *Santi Pracha Dhamma*. Le pire est que certains ont même cyniquement participé à la campagne de diabolisation de M. Pridi. Je fais ici allusion en particulier au leader du Parti Progressiste et au second à la tête du Parti Démocrate (Prachathipat). Si le parti Démocratique — et ceci est une question d'importance — reconnaissait sa culpabilité pour ses erreurs passées, il serait alors à même de tempérer la crise de légitimité qui accable actuellement le parti. Permettez-moi de vous rappeler que le Parti Démocrate (Prachathipat) a fortement collaboré avec la junte militaire pendant et après le coup d'Etat de 1947. Appelons les choses par leur nom^o: le parti a concouru à étouffer la démocratie du Siam. Et je n'ai pas besoin d'ajouter que le parti engagea quelqu'un pour crier dans un théâtre le mensonge infâme selon lequel M. Pridi aurait assassiné le roi Rama VIII. L'avenir politique du Parti Démocrate (Prachathipat) paraît sombre, notamment si l'on considère le fait que les masses de la classe populaire ne se laissent plus facilement pas emporter par de vagues promesses et une rhétorique pieuse. Elles sont devenues plus sceptiques et

donc plus impliquées dans la vie publique. C'est un bienfait pour la société civile Thaï.

Etant donné la fadeur et le pathétique, voire la niaiserie, qui émanait du discours du Premier Ministre prononcé à l'université Thammasat, les participants ont dû se tourner ailleurs pour trouver substance, sens, et satisfaction. Il semble que ce soit le Président Wahid d'Indonésie qui a apporté l'ingrédient manquant à un tel événement. La présence du Président Wahid était hautement symbolique de par sa moralité irréprochable et ses valeurs démocratiques. Président Wahid partage un grand nombre de similitudes avec M. Pridi. Il s'est lui aussi engagé dans une politique proche du peuple et a infusé cette politique des valeurs religieuses et éthiques.

Contrairement au Premier Ministre, Président Wahid a montré qu'il avait compris et apprécié la contribution de M. Pridi dont la valeur est inestimable. Si le Premier Ministre et les leaders politiques Thaï avaient été davantage visionnaires et moralement courageux, comme le Président Wahid, l'anniversaire du centenaire de M. Pridi aurait été certainement plus significatif. En effet, à l'occasion de ce centenaire, nous n'avons reçu qu'un faible soutien de la part du gouvernement dans notre effort de rendre publiques les actions salutaires de M. Pridi. Par exemple, au regard du gouvernement, il importe peu que ce soit M. Pridi qui ait institué les gouvernements municipaux lorsqu'il servait au Ministère de l'Intérieur, ou bien que M. Pridi ait joué un rôle primordial, alors qu'il était Ministre des Affaires étrangères, dans l'annulation des traités injustes signés avec les puissances étrangères (y compris les droits extraterritoriaux). Ne serait-il pas temps que le gouvernement reconnaisse — et cela aurait dû être fait il y a longtemps — les actions de M. Pridi et, pour commencer, désigne l'un des salons du nouveau bâtiment du Ministère des Affaires étrangères au nom de Pridi Banomyong ou Luang Pradist Manudham ? Naturellement, une autre pièce devrait être nommée 'Direk Jayanama', celui-ci ayant été le bras droit essentiel de M. Pridi. Par ailleurs, il n'est pas besoin de dire que la politique étrangère indépendante et neutre que M. Pridi a défendu mérite

toujours attention et enthousiasme. Nous devons abandonner toute politique qui se repose simplement sur les politiques étrangères des grandes puissances, laissant les riches et puissants nous mener par le bout du nez. Notre politique étrangère doit souligner l'importance de la légitimité et de la justice plutôt que servir les intérêts économiques à court terme.

Il serait difficile d'imaginer que le Ministère des Finances adopte une politique alternative, indépendante de la Banque Mondiale, du Fonds Monétaire international et de l'Organisation Mondiale de Commerce. Il paraît illusoire d'attendre de la part de ce Ministère une action véritable en vue d'alléger la situation des pauvres comme au temps de M. Pridi. En effet, le Ministère ne peut même supporter l'idée d'imprimer l'image de M. Pridi sur les billets de banque. Aussi faut-il noter que toutes les monarchies constitutionnelles civilisées n'ont pas l'exclusivité des images de la royauté sur leurs billets de banque. Nous ne devrions pas oublier qu'entre 1932-1957, tous les billets de banque Thaï représentaient l'image du plateau piédestal sur lequel repose la constitution. Non seulement la dictature de Sarit Thanarat a condamné le développement démocratique du pays, mais elle a également brisé son symbole en ordonnant la suppression de l'image de ce plateau piédestal.

Des timbres-poste spéciaux sont souvent édités en commémoration du centenaire de différentes personnalités siamoises éminentes — même celles qui n'ont pas été reconnus par l'UNESCO. Cependant on ne compte aucun timbre édité en l'honneur de M. Pridi. Si les honorables membres du présent Parlement sont moralement décidés/courageux, alors ils devraient instaurer ou rétablir la démocratie à la société siamoise aussi bien dans sa forme symbolique que dans le fond. Au regard de la société Thaï, M. Pridi est aussi important que l'était Mahatma Gandhi pour la société indienne ou encore Martin Luther King et George Washington pour la société américaine. Or, en l'honneur de ceux-ci, des jours fériés ont été décrétés. Malheureusement le gouvernement estime démesurée de faire de même en l'honneur de M. Pridi ou de considérer la déclaration du 11 mai comme un

jour important en l'honneur du père de la démocratie Thaï et gardien de l'indépendance siamoise durant la seconde Guerre Mondiale.

Ce que j'exprime aujourd'hui n'est pas dicté par l'amertume. Cependant, je me dois de dire toute la vérité qui est, en fait, toute simple : dans la société contemporaine, le peuple en général est endoctriné pour être effrayé ou méfiant à l'égard des bonnes œuvres et contributions de M. Pridi Banomyong. En effet, la tendance accorde de la valeur à la réalisation ou l'accumulation à tout prix des pouvoirs et de la richesse. Selon cette logique, plus la personne est riche et puissante, plus elle a réussi. Peu importe comment elle y arrive. Comme si sous l'effet d'un envoûtement, le peuple moyen était attiré vers les demi vérités et distorsions et, sans même émettre un murmure de protestation, se recroquevillerait vers les centres du pouvoir ou de croyances dominantes.

J'espère que l'anniversaire centenaire de M. Pridi concourra à ouvrir les yeux de beaucoup dans la société contemporaine et les encouragera à faire face à la réalité ainsi qu'à s'opposer au dénigrement de la vérité, et également leur permettra de faire la différence entre mythes et réalités — donc les rendra plus fort moralement et intellectuellement afin de représenter les marginalisés, les pauvres et les sous représentés, d'être à leur côté.

En termes d'esthétique, l'apogée de la célébration de cette semaine est la performance musicale *Pridi Gitanusara*, au soir du 9 mai. La belle énergie artistique et créative émanant de cette performance pourrait inciter le peuple à entrer dans le domaine des vérités et de l'honnêteté quand la raison ou la logique, elle, n'y parvient pas. La dernière chanson comporte une touchante parole *Dhamma* qui dit : *Comme la montagne couronné de neige, les bonnes actions d'une personne peuvent être vues de loin*. Pendant plus de 50 ans, un système de grande envergure d'ignorance forcée, a empêché la majorité des peuples, en particulier ceux provenant des masses populaires, à apprécier les bonnes œuvres de M. Pridi. Puissions-nous espérer que

l'anniversaire centenaire de M. Pridi marquera un tournant important dans notre culture politique et notre conscience morale et permettra de disperser le brouillard épais des préjugés et de l'ignorance qui a su dissimuler les immenses réalisations et succès de M. Pridi.

Sulak Sivaraksa

Traduction concise du discours de clôture prononcé lors de la cérémonie en l'honneur de l'Homme d'Etat Pridi Banomyong, le 11 mai 2000, au Parlement

Version anglaise publiée au *Seeds of Peace*, Vol 16 No 3 (Sept-Dec), 2000
pages 41-45

Traduction concise de la version anglaise/thaï de Prim Masrinuan
Revue et corrigée par Elodie Moser

Annexe I

Gouvernements siamois

Après Ayudhya, la nouvelle capitale du Siam fut établie à Thonburi, sur la rive du fleuve opposée à Bangkok. Le roi de Thonburi régna de 1767 à 1782, date à laquelle la dynastie des Chakri fut instaurée et Bangkok choisie pour capitale. Les neuf règnes de la dynastie des Chakri sont les suivants :

1782-1809	Rama I (Phra Buddhayotfa)
1809-1824	Rama II (Phra Buddhaloetla)
1824-1851	Rama III (Phra Nangkla)
1851-1868	Rama IV (Mongkut)
1868-1910	Rama V (Chulalongkorn)
1910-1925	Rama VI (Vajiravudh)
1925-1935	Rama VII (Prachadhipok)
1935-1946	Rama VIII (Ananda Mahidol)
1946-	Rama IX (Bhumipol Adulyadej)

Jusqu'en 1932, le Siam était sous le régime de la monarchie absolue. A partir du 24 juin de cette même année et cela jusqu'à présent, le système de gouvernement est la monarchie constitutionnelle. Une liste des Premiers ministres depuis 1932 suit. La plupart de ces Premiers ministres ont occupé aussi d'autres postes, mais ceux-ci ne sont pas mentionnés.

1932-1933	Phya Manopakornnitithada (Kon Hutasing)
1933-1938	Phya Phahonphonphayuhasena (Phot Phahonyothin)
1938-1944	Luang Phibunsongkram (Plaek Phibunsongkram)
1944-1945	Khuang Aphaiwongse
1945	Thawi Bunyaket
1945-1946	Seni Pramoj
1946	Khuang Aphaiwongse
1946	Pridi Banomyong

1946-1947	Luang Thamrongnawasawat (Thawan Thāmrongnawasawat)
1947-1948	Khuang Aphaiwongse
1948-1957	Plaek Phibunsongkram
1957	Phot Sarasin
1958	Thanom Kittikhachorn
1959-1963	Sarit Thanarat
1963-1973	Thanom Kittikhachorn
1973-1975	Sanya Dharmasakti
1975	Seni Pramoj
1975-1976	Kukrit Pramoj
1976	Seni Pramoj
1976-1977	Thanin Kraivichien
1977-1980	Kriengsak Chamanand
1980-1988	Prem Tinsulanond
1988-1991	Chatichai Choonhavan
1991-1992	Anand Panyarachun
1992	Suchinda Kraprayoon
1992	Anand Panyarachun
1992-1995	Chuan Leekpai
1995-1996	Banharn Silpa-archa
1996-1997	Chavalit Yongchaiyut
1997-2001	Chuan Leekpai
2001-	Thaksin Shinawatra

(Source : *Loyalty Demands Dissent: Autobiography of a Socially Engaged Buddhist*, p.218
S. Sivaraksa, Parallax Press, 1998.)

Annexe II

Comparaison des questions controversées dans les Constitutions thaïlandaises

Année de promulgation	1932 provisoire	1932	1946	1947	1949	1952	1959	1968	1972	1974	1976	1977	1978, 1985, 1989, amendements	Mars 1991	Dec. 1991 amendement 1992	Total
Questions controversées																
1. Premier ministre nommé par députés										/					/	2
2. Majorité des membres du gouvernement doit être des députés		/								/					/	2
3. Fonctionnaires en poste ne peuvent être nommés à des postes ministériels					/					/			/		/	4
4. Sénateurs ou partie des députés nommés par Premier ministre		/		/	/	/		/		/			/		/	8
5. Députés tous nommés par Premier ministre		/					/		/		/	/		/		6
6. Président de la Chambre des Représentants est aussi président du parlement (deux chambres)																0
7. Vote de confiance requis immédiatement après déclaration de politique		/	/	/	/					/						5
8. Vote de confiance non requis immédiatement après déclaration de politique													/		/	2
9. Tout membre des deux chambres peut déposer un vote de défiance															/	1
10. Seuls les députés élus peuvent présenter un vote de défiance										/			/		/	3
11. Premier ministre a pouvoir de dissoudre la Chambre des Représentants			/	/	/	/		/		/			/		/	8
12. Députés élus doivent appartenir à un parti politique											/		/		/	3
13. Nombre minimum de candidats requis pour que les partis politiques se présentent aux élections générales													/		/	2
14. Système unicaméral avec députés élus et nommés		/			/											2
15. Système bicaméral avec députés élus au suffrage direct et indirect			/													1
16. Système bicaméral ¹ : une chambre élue, l'autre nommée				/	/			/		/			/		/	6

Source : Khien Theeravit. *Thailand in Crisis : A Study of the Political Turmoil of May 1992.*

Annexe III

Type de Parlement et origines des ses membres

	Constitution	Type de parlement	Origine des membres
1.	1932	Chambre unique	Nomination
2.	1932	Chambre unique	Election + nomination
3.	1946	Bicaméral	Election direct + indirect
4.	1947	Bicaméral	Election + nomination
5.	1949	Bicaméral	Election + nomination
6.	1952	Chambre unique	Election + nomination
	Amendement de 1932		
7.	1959	Bicaméral	Election + nomination
8.	1968	Bicaméral	Election + nomination
9.	1972 (provisionnel)	Chambre unique	Nomination
10.	1974	Bicaméral	Election + nomination
11.	1976	Chambre unique	Nomination
12.	1977	Chambre unique	Nomination
13.	1978	Bicaméral	Election + nomination
14.	1991 (provisionnel)	Chambre unique	Nomination
15.	1991	Bicaméral	Election + nomination

Source : Poothan Rassadorn (Membre de la Chambre des Représentants), *Monthly Magazine*, May 1992, p.3.

Annexe IV

Première déclaration du Parti du Peuple

Chers concitoyens,

Quand le roi actuel prit la succession de son frère, certains citoyens formulaient l'espoir qu'il règnerait de façon bienveillante et judicieuse. Les événements qui suivirent ont apporté la preuve qu'un tel espoir était illusoire et sans fondement. Le roi pense toujours être au-dessus de la loi [et] se livre de façon hédoniste au népotisme, en nommant des membres de sa famille incompetents et des flagorneurs à des postes importants dans le gouvernement. De plus, le roi a refusé de répondre à l'appel de ses citoyens à plus de justice, en permettant aux officiels du gouvernement de continuer à abuser de leurs pouvoirs. [Par exemple, ils] perçoivent des pots-de-vin de [nombreux] contrats de construction (...); ils ont amassé une fortune personnelle [immense] en changeant ou fixant les prix [des denrées de façon arbitraire]; ils ont pillé les caisses de l'Etat [c'est-à-dire, l'argent du peuple]; ils ont [accru les échelons hiérarchiques] des droits et privilèges; ils ont oppressé leurs compatriotes (...); et ils ont laissé avec indifférence leur pays s'enfoncer dans un marasme économique et financier qui est maintenant apparent à la plupart des citoyens.

En somme, un système de gouvernement tel que le nôtre n'est pas à même de réduire ou atténuer la misère des masses pour la bonne et simple raison qu'il n'a pas été conçu pour les servir. Au contraire, il découle de la prémisse méprisante que les masses sont de simples hordes d'animaux vicieux, ou, au mieux, d'esclaves qui doivent être constamment remis dans le rang. [Aux yeux des dirigeants,] les citoyens ne semblent pas être des êtres humains. Il en résulte que les dirigeants 'font de l'élevage' sur le dos de leurs concitoyens [c'est-à-dire qu'ils les exploitent et les oppressent]. La politique d'impôts du gouvernement est particulièrement oppressive. [Mais les revenus ne sont pas utilisés au bénéfice des citoyens.] Le roi met de côté chaque année des millions [de bahts] pour ses dépenses personnelles (...) alors

que la majorité des citoyens se bat pour vivre décemment. Quand les gens sont incapables de payer leurs impôts, leur propriété est confisquée ou on les force à travailler sur des projets publics. La majorité des citoyens souffre, mais la famille royale et la noblesse se prélassent dans la richesse et les privilèges. Aucun autre pays au monde n'accorde autant d'argent à sa famille royale. [Dans le passé, les familles royales de Russie et d'Allemagne ont bénéficié d'une telle extravagance] mais le Tsar et le Kaiser ont tous les deux été renversés.

Le gouvernement sous la monarchie absolue n'a pas été honnête envers le peuple. Par exemple, il a promis d'élever le niveau de vie des gens. Croyant sa promesse, le peuple a patiemment attendu, mais en vain. Pire, le gouvernement a toujours méprisé les masses, les ridiculisant et les traitant d'imbéciles. Les dirigeants soutiennent que la majorité des gens ne peut ni ne doit participer à la vie politique du pays puisqu'elle est ignorante par nature [impliquant que les gènes appropriés leur font défaut]. Si la majorité des citoyens est ignorante, les dirigeants sont stupides eux aussi car les deux groupes sont issus de la même souche. Si les masses ne sont pas aussi éduquées que les dirigeants, ce n'est pas parce qu'elles sont idiotes, mais parce que les dirigeants les privent d'éducation appropriée. [Les dirigeants sont en fait ravis que la plupart des gens soient ignorants.] Ils craignent que si la majorité des citoyens était armée de savoir et d'intelligence, elle ne se laisserait pas aussi facilement exploiter et n'accepterait pas son statut subalterne.

Chers concitoyens, nous vous implorons de réaliser que le pays vous appartient, il n'appartient pas au roi, comme les dirigeants cherchent à vous le faire croire. Vos ancêtres ont fait le sacrifice de leurs vies pour préserver la souveraineté et l'indépendance du pays. Mais par pur opportunisme [politique] et égoïsme, les aristocrates et les élites [ont dominé le pays et en ont fait leur fief personnel]. [Par là-même], ils ont accumulé des centaines de millions [de baht]. Cet argent appartient au peuple (...)

[Economiquement et socialement], l'Etat est en mauvaise santé. Nombre de fermiers et de parents de soldats, [menacés de

faillite,] ont été forcés d'abandonner leurs lots de terre. Le gouvernement refuse d'améliorer [la condition agricole]. Le gouvernement a licencié un nombre incalculable de travailleurs. Les étudiants diplômés et les soldats libérés ne trouvent pas de travail (...) Cette situation désastreuse a pour cause la monarchie absolue, le fait que le roi soit au-dessus des lois. Il a renvoyé des fonctionnaires de bas-rang et officiers de l'armée sans leur octroyer aucune forme d'aide sociale ou de compensation. Franchement, il aurait dû utiliser une proportion importante de son allocation personnelle pour aider le peuple, pour aider l'économie, pour créer des emplois. Voilà qui serait une façon appropriée de rendre au peuple l'argent de ses impôts. Au contraire, cet argent sert à l'enrichissement des dirigeants. La situation est cependant un peu différente. Les dirigeants continuent d'écraser [le peuple d'impôts]. Beaucoup [parmi les dirigeants] ont transféré leur argent à l'étranger comme s'ils se préparaient à partir dès que le pays s'effondrera. Bien sûr, la majorité des citoyens sera abandonnée à son triste sort (...)

En conséquence, nous, les citoyens, civils, fonctionnaires, et officiers de l'armée, qui connaissons les crimes et délits du gouvernement, nous nous sommes unis et avons formé le Parti du Peuple ; nous avons déjà pris le contrôle du gouvernement du monarque absolu. Le Parti du Peuple pense que le seul moyen de prévenir les abus gouvernementaux dans l'avenir, est de créer un parlement. Le parlement servira de forum pour l'échange libre et le débat des idées et politiques [afin de responsabiliser les gouvernants] (...) En ce qui concerne le roi du pays, le Parti du Peuple n'a aucunement l'intention de lui enlever son trône. Ainsi, nous l'avons invité à rester roi, mais cette fois-ci, il sera sous la loi de la constitution. Il ne pourra pas prendre de décisions unilatérales et devra rendre des comptes aux membres du parlement. Le Parti du Peuple a déjà informé le roi de sa nouvelle position. Nous attendons sa réponse. Si le roi [jaloux de son propre pouvoir] refuse d'accepter ce nouveau rôle limité ou s'il ne donne pas de réponse dans le temps qui lui a été imparti, on pourra considérer qu'il a trahi son peuple et son pays (...) Dans

ce cas, nous devons — et ce sera inévitable — transformer le pays en une démocratie. En d'autres termes, le chef de l'Etat sera un citoyen du peuple élu par les membres du parlement. Le chef de l'Etat occupera cette fonction pour une période donnée. Chers concitoyens, faites confiance à la démocratie. Chacun recevra son dû et aura un emploi car notre pays est riche en ressources naturelles. Quand nous aurons confisqué les richesses et les biens des dirigeants, qu'ils ont illégalement accumulés par l'exploitation des autres, et quand nous les aurons redistribués dans le but de développer le pays, notre pays sera plus prospère. Le Parti du Peuple gouvernera le pays de manière logique et systématique, non pas aveuglément et de façon capricieuse comme c'était le cas sous la monarchie absolue (...)

Extraits de La Première déclaration, 24 juin 1932

Annexe V

Brève biographie de Pridi Banomyong

Pridi Banomyong était un grand homme, l'un des plus grands hommes thaïlandais de ce siècle. Un grand homme par sa force de caractère, sa vision, sa réussite, et sa noblesse d'intention. Comme tous les grands personnages, Pridi survit à la mort : la plupart de ses idées, parce qu'elles se réfèrent aux valeurs universelles, sont toujours d'actualité, inspirant la jeune génération. Il n'est pas rare que les Thaïlandais redécouvrent les idées de Pridi et sa vision d'une société meilleure, tout spécialement quand ils les avaient tout d'abord rejetées.

L'éducation d'un homme d'état visionnaire et démocrate

Pridi Banomyong est né le 11 mai 1900 dans un hangar à bateaux non loin de la rive sud du Canal Mueng, à Ayudhya, ancienne capitale de la Thaïlande. Il était le fils aîné d'une famille d'agriculteurs relativement aisés. A l'âge de 14 ans, il termina ses études secondaires. Pridi passa alors deux années avec sa famille, les aidant à cultiver le riz, avant d'entrer à l'école de droit en 1917. Deux ans plus tard, il était avocat et recevait une bourse d'étude du Ministère de la Justice pour étudier le droit en France. En 1924, il obtint une licence en Droit de l'Université de Caen. Ensuite, il obtint un Doctorat d'Etat en Droit et un Diplôme d'Etudes Supérieures d'Economie Politique de l'Université de Paris. Pridi fut le premier Thaïlandais à recevoir le titre de Docteur en Droit. En novembre 1928, il épousa Phoonsuk na Pombejra. Ils eurent six enfants.

Les débuts en politique

En février 1927, alors qu'il était toujours à Paris, Pridi fonda le Parti du Peuple avec six autres étudiants et fonctionnaires siamois ; ils tinrent une réunion historique pendant laquelle ils firent le vœu de remplacer la monarchie absolue siamoise par une monarchie constitutionnelle. Le groupe choisit Pridi comme président provisoire. Le Parti du Peuple choisit comme guide ce

qu'on appelle les "Six Principes" pour mettre le Siam sur la voie du progrès spirituel et matériel :

1. Le maintien de la souveraineté absolue dans tous les aspects liés à la politique, la justice et l'économie ;
2. Le maintien de la cohésion nationale et de la sécurité ;
3. La promotion du bien-être économique en créant le plein emploi et en lançant un plan économique national ;
4. La garantie de l'égalité pour tous ;
5. L'octroi d'une complète liberté et indépendance au peuple, dans la mesure où cela ne contredit pas les principes ci-dessus ; et
6. L'accès à l'éducation pour tous.

Plus tard, en 1927, Pridi retourna au Siam et fut affecté au Ministère de la Justice où il servit tout d'abord en tant que juge, puis en tant que Secrétaire-adjoint au Département de la Législation du Ministère de la Justice. Il était aussi professeur à l'Ecole de Droit du Ministère de la Justice. Cependant, il gardait toujours à l'esprit l'espoir de changements socio-politiques et économiques pour le Siam. La Révolution de 1932 lui ouvrit la voie pour mettre en œuvre sa vision d'une société meilleure et plus juste.

A l'aube du 24 juin 1932, le Parti du Peuple, constitué de fonctionnaires, d'officiers de l'armée et de citoyens, prit rapidement et sans effusion de sang le contrôle du gouvernement, renversant la monarchie absolue pour la remplacer par une monarchie démocratique, constitutionnelle et instituant la constitution provisoire de 1932.

La constitution provisoire de 1932 fut un fondement solide et fertile pour le développement de la démocratie en Thaïlande. Elle introduisit deux éléments fondamentaux jusqu'alors inconnus de la société thaïlandaise et de la culture politique : 1) le pouvoir suprême appartenait au peuple siamois ; et 2) il devrait y avoir une séparation claire des pouvoirs législatif, exécutif et judiciaire. Ensemble, ces deux principes sans précédent ont amené une transformation complète de la structure du pouvoir de la nation, semant les germes de la démocratie en Thaïlande.

Le prophète et l'architecte de la démocratie au pouvoir.

Entre 1933 et 1947, Pridi occupa de nombreux postes politiques de premier rang, dont ceux de Ministre de l'Intérieur, Ministre des Affaires Etrangères, Régent et Premier Ministre. Il est aussi le seul jusqu'à ce jour à avoir reçu le titre de Grand Homme d'Etat, titre que lui conféra le roi Rama VIII. Pendant toutes ces années où il travailla pour l'Etat, Pridi chercha assidûment à mettre en œuvre les "Six Principes." Parmi ses accomplissements les plus notables, ceux qui ont eu un impact à long terme furent : la rédaction du premier plan économique du pays ; la création de l'Université des Sciences Morales et Politiques (Université Thammasat) ; la Loi de 1933 relative aux municipalités, qui permit au peuple d'élire ses propres gouvernements locaux ; la révocation de traités inégaux que le Siam avait été obligé de signer avec des puissances étrangères ; la réforme de l'injuste système d'impôts ; la compilation du premier code des impôts ; la fondation de ce qui finit par devenir la Banque de Thaïlande ; et la résistance à l'occupation japonaise durant la Deuxième Guerre Mondiale en créant et dirigeant le Mouvement de Seri-Thai (c'est grâce à l'existence de ce mouvement que les Etats-Unis reconnurent la Thaïlande comme pays libre sous occupation japonaise plutôt que pays belligérant devant se soumettre au contrôle des Alliés.)

Tout au long de ces années turbulentes, Pridi garda à l'esprit ce que la démocratie signifie en tant que style de vie. Il ne s'est jamais fatigué de nourrir et protéger la démocratie thaïlandaise vagissante. A la différence de la plupart de ses contemporains de la bonne société, les rapports de Pridi avec les masses n'étaient fondés ni sur la défiance, ni sur la peur. Il leur faisait au contraire une entière confiance. Dans son essai de 1973 *Which Direction Should Thailand Take in the Future*, Pridi réitéra de façon très frappante et passionnée la conception d'une démocratie participative à laquelle il resta fidèle toute sa vie. Il écrivait : "Tout système favorisant une infime partie d'une communauté ne peut durer. Dans toute communauté, la majorité doit être à même de modeler son avenir. [Ici, la majorité inclut] les personnes dépossédées, les paysans pauvres, les petits entrepreneurs et les

capitalistes patriotes qui placent les intérêts publics au-dessus de leurs intérêts propres (...) et qui veulent un nouveau système social permettant à la majorité des gens d'accéder à un meilleur niveau de vie (...) L'injustice sociale [doit être] abolie ou réduite."

Pridi savait que le degré de démocratie d'une société est inversement proportionnel au nombre de ses citoyens dépourvus de droits et libertés ou de chances de réussir. Il savait que la liberté politique sans opportunités socio-économiques n'est qu'un don du diable. Il essaya de réduire et finalement d'extirper les systèmes de récompense, statut et pouvoir afin d'améliorer la société. Il voulait promouvoir la solidarité et la compassion parmi ses compatriotes, les encourageant à s'épanouir, à s'entraider et partager leurs biens au lieu de se lancer dans une compétition acharnée qui serait un gaspillage d'énergie. Pridi avait le rêve d'une société où chaque citoyen contribuerait à l'enrichissement de la vie de tous.

Comme Pridi le disait si bien: "c'est la participation de ses citoyens qui fait qu'une société existe ; un système social permettant à la majorité d'influer légalement sur les décisions et de faire avancer la société est une démocratie." Il ajoutait que puisque toute société est pourvue de dimensions politiques, économiques, sociales et culturelles, il est essentiel pour une société démocratique de non seulement promouvoir une démocratie politique, mais aussi une "démocratie économique" (par ex: que plus de personnes aient accès au pouvoir économique) et de pensées démocratiques (par ex: la compassion.)

Afin de promouvoir l'aisance matérielle, Pridi prônait la création de coopératives locales qui pourraient créer des opportunités économiques pour leurs membres. Il pensait que le peuple devrait avoir un contrôle direct sur sa façon de vivre au lieu de dépendre de la charité ou philanthropie des cercles dirigeants. Il n'était pas rare qu'une philanthropie généreuse masque une exploitation économique brutale et que la charité devienne alors un prétexte pour conserver des lois et pratiques sociales qui devraient être changées au nom de la justice.

Pridi et ses collègues jugeaient nécessaire que le peuple comprenne pleinement le système de gouvernement démocratique et ait conscience de ses droits et donc de ses responsabilités sous le nouveau système. Ainsi, en 1934, Pridi, alors Ministre de l'Intérieur, fonda-t-il l'Université des Sciences Morales et Politiques. Il en fut aussi nommé président. Cette université était constituée en institution ouverte offrant de nombreux cours, entre autres en droit, économie, sciences humaines et sociales. Le discours de Pridi à l'occasion de l'inauguration de l'université reflète bien ses idéaux, il y déclare: "une université est, au figuré, une oasis qui assouvit la soif de ceux qui veulent apprendre. Chaque citoyen a le droit d'avoir accès à l'éducation supérieure suivant le principe de la liberté de l'éducation (...) Maintenant que notre pays est doté d'une constitution démocratique, il est tout particulièrement essentiel de fonder une université qui permette au peuple, et donc au public, de s'épanouir le plus possible. Cela va créer une opportunité pour les citoyens ordinaire d'avoir accès à l'éducation supérieure pour leurs propres bénéfices et pour le développement de notre pays." L'Université Thammasat a en effet été une institution phare dans la promotion et la protection de la démocratie en Thaïlande.

Pridi était aussi un avocat convaincu de la paix internationale. Quand il était ministre du gouvernement Phibun, il exprima constamment son désaccord avec l'irréductibilité du gouvernement: les plans et l'agression de la Thaïlande menée pour regagner ses anciens territoires d'Indochine à la France alors que Paris était écrasé par l'occupation allemande durant la Deuxième Guerre Mondiale. On peut aussi citer ses efforts pour faire comprendre à la communauté internationale l'inutilité de l'usage de la force à travers le film doublé en anglais qu'il réalisa : *The King of the White Elephant*.

Il n'est donc pas surprenant que Pridi ait milité en faveur de l'autodétermination et de l'indépendance pour tous les peuples colonisés. Ceci fut particulièrement évident lorsqu'il était Premier ministre. Une telle politique étrangère était le reflet de sa politique intérieure qui promouvait les réformes démocratiques. Après tout,

ses réformes cherchaient à donner du pouvoir au peuple, lui octroyant les libertés essentielles et les droits nécessaires à la gestion de sa destinée.

Pridi fut l'architecte de la constitution de 1946. Son adoption fut le point culminant reflétant ses efforts soutenus pour établir une démocratie thaïlandaise dans les faits et non seulement dans les textes. La constitution garantissait le suffrage universel et permettait au peuple d'élire les députés ainsi que les sénateurs. Les droits de l'Homme y étaient reconnus et respectés.

Le prophète exilé

En juin 1946, le jeune roi Ananda Mahidol (Rama VIII) fut retrouvé mort dans sa chambre, une balle dans la tête. Pridi était alors Premier ministre. Ses opposants politiques, cherchant à saper sa popularité et son pouvoir, saisirent l'occasion pour claironner que le roi avait été assassiné et que Pridi était impliqué dans le régicide ; beaucoup de jugements ont depuis prouvé l'innocence de Pridi. La nuit du 8 novembre 1947, un groupe de chefs militaires et de civils mena un coup d'état, utilisant entre autres le régicide comme prétexte pour renverser le gouvernement Pridi. Leurs tanks prirent d'assaut la maison de Pridi à Bangkok, le forçant à s'enfuir à Singapour. Le 26 février 1949, Pridi, aidé d'officiers de la marine et de Thaïlandais favorables à un gouvernement démocratique, mena un contre-coup qui échoua. Une fois de plus, il fut banni de la Thaïlande — cette fois-ci, pour toujours. Entre 1949 et 1970, Pridi vécut en Chine. Ensuite, et cela jusqu'à sa mort d'une crise cardiaque, il vécut à Paris. Alors qu'il était en exil, il écrivit à profusion et délivra de nombreux discours, continuant à partager avec les jeunes générations ses conceptions de la démocratie et de la paix. Les graines de démocratie que Pridi planta en Thaïlande il y a plus de six décennies commencent à germer. Le sort de son arbre de liberté dépend dans une certaine mesure de la façon dont les Thaïlandais mettent en œuvre son enseignement et des leçons qu'ils tirent de ses pensées.



la cérémonie en l'honneur de l'Homme d'Etat Pridi Banomyong
le 11 mai 2000, au Parlement, Bangkok
voyez "Le dernier mot", pages 59-66
photo par Mme Lawan Upa-indra

Conférence sur M. Pridi BANOMYONG
Par M. Sulak SIVARAKSA



« 100 ans, l'Homme de Siam »
organisée par Association des Etudiants Thaïs en France

Lundi 15 mai 2000
De 19h00 à 22h00

A la salle **A709**
Université de Paris IX Dauphine

(prenez l'ascenseur jusqu'au 5^{ème} étage et suivez les affiches)



Par en juger leurs apparentes similitudes d'aucuns seraient tentés de croire Pridi et Sulak les meilleurs amis depuis leur rencontre, luttant côte à côte contre l'injustice environnante. Dans un essai personnel courageux et éclairé, Sulak suggère le contraire. Il relate avec des détails saisissants son désaccord et son ultime entente avec Pridi. L'essai de Sulak nous apporte un précieux aperçu non seulement de la pensée et de la personnalité de Pridi mais également de ses origines et de son cheminement intellectuel (en particulier, un important tournant dans l'évolution de sa maturité intellectuelle). Avant tout, Sulak, dans son essai, tente de disperser les nuages noirs qui ont ternis la réputation de Pridi Banomyong, espérant que le peuple Thai saura finalement reconnaître et apprécier les contributions essentielles de ce personnage.

S. Jayanama



Emergences des pouvoirs
ISBN 974 - 260 - 235 - 2



EUR 10,00